

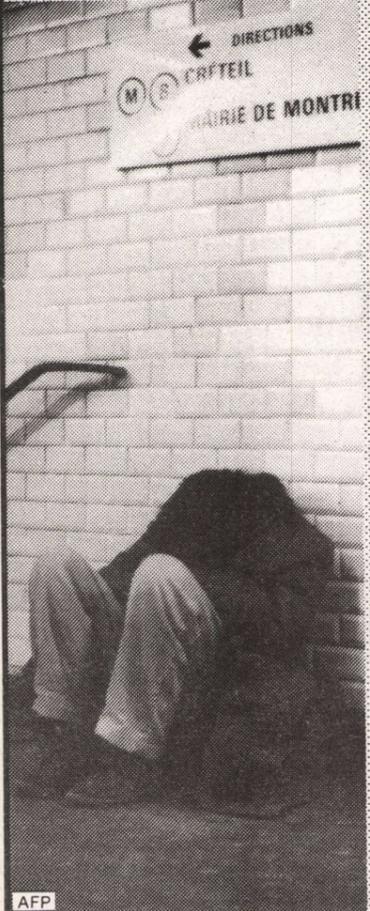
LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1280 - 15 janvier 1993 - prix : 9 F

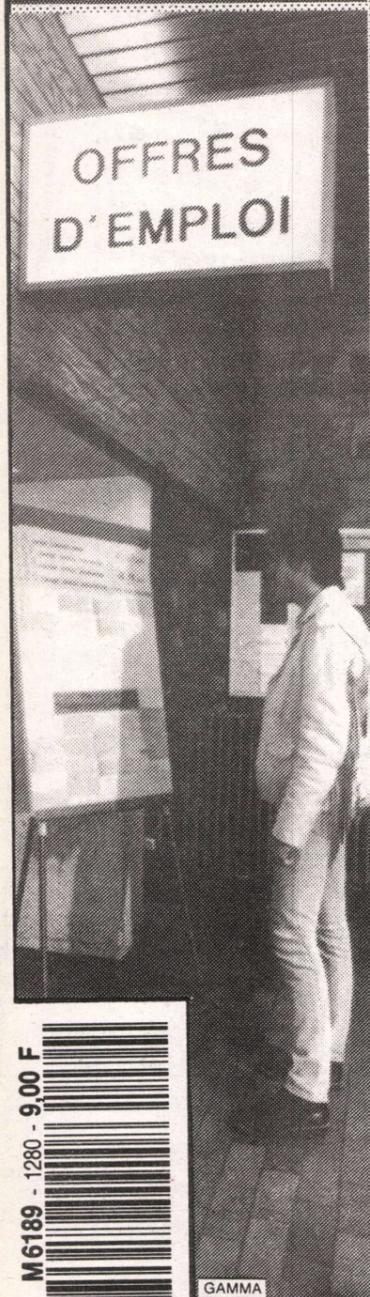
deux ans après
la guerre
du Golfe,

**LA NOUVELLE
AGRESSION
CONTRE L'IRAK**

(page 9)



AFP



**LES
PATRONS
NOUS
FONT
PAYER LES
PERTES,

LES
PROFITS,
ILS LES
GARDENT**



GAMMA



GAMMA

M6189 - 1280 - 9,00 F



GAMMA

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Voici revenu le temps des promesses

■ A dix semaines des élections législatives, où selon toute vraisemblance le Parti Socialiste va perdre le pouvoir, Pierre Bérégovoy a mis en route sa balise de détresse : vingt milliards pour la Sécurité sociale, trois milliards pour aider l'assurance chômage, 2,5 % d'augmentation des salaires des fonctionnaires et la promesse que d'ici cinq ans le nombre de chômeurs aura été divisé par six.

Que ne s'y est-il pris beaucoup plus tôt, s'il voulait qu'on le croie !

D'autant que dans le même temps il promet onze milliards en cadeau sur la TVA pour les patrons, auxquels il faut ajouter une diminution des charges sociales patronales pour les emplois à temps partiel et peut-être aussi sur les bas salaires, ce qui évidemment incitera les patrons à ne pas augmenter ces derniers.

Bien sûr, Chirac, Juppé et quelques autres du même acabit ne se privent pas de dire que c'est eux qui, dans peu de temps, auront à financer toutes ces mesures, et de se dire tout aussi préoccupés de faire du "social" que les socialistes.

Mais tous ces gens-là se moquent du peuple. Surtout quand les uns et les autres, y compris les écologistes, parlent de solidarité ou de partage des sacrifices. Ils prétendent que pour diminuer le chômage, voire pour sauver leur emploi, les travailleurs de-

vraient, dans les entreprises menacées ou même les autres, accepter des diminutions de salaire avec réduction d'horaires ou même sans.

Mais aucun des gouvernants passés, présents ou futurs n'inscrit dans son programme que le patronat et les financiers devront aussi partager les sacrifices. Ils disent seulement à la veille des élections, comme Chirac, que le patronat licencie parfois, peut-être, un peu trop vite.

Pour les financiers et le patronat, les bénéfices passent avant tout. Quand les bénéfices sont menacés, les actions baissent en Bourse et cela, c'est un sacrifice qu'ils ne peuvent pas supporter. Alors, avant même que les profits baissent, ces gens-là licencient.

Cela retombe sur les caisses de chômage qui sont en déficit, sur la Sécurité sociale qui voit ses rentrées diminuer, mais pas ses dépenses car les chômeurs sont malades comme les autres, et sur toute la société. Mais de la société, les capitalistes et les hommes politiques à leur service s'en contrefichent.

Les travailleurs ne sont pas contre une diminution de leur horaire de travail. Pourquoi, en effet, ne pas partager le travail ? Mais pourquoi seuls les travailleurs feraient les sacrifices financiers ? Si les uns partagent le travail, les capitalistes pourraient partager le capital pour ne pas réduire les salaires.

Et cela coûterait sûrement moins cher à l'ensemble de l'économie. Car la protection du capital conduit à la diminution de la consommation, à la faillite de la Sécu, de l'UNEDIC, à l'augmentation du nombre des sans-abri et de ceux qui ont faim. Toutes choses qui doivent bien se financer d'une façon ou d'une autre, soit par l'État, qui est lui-même au bord de la faillite à force d'octroyer des réductions d'impôts au patronat, soit par la charité publique où ce ne sont pas les plus riches qui donnent le plus.

Aujourd'hui, la comédie électorale a commencé. Les uns et les autres vont faire assaut de promesses envers nous, envers le patronat, envers les paysans, envers les jeunes, envers les vieux, envers les pauvres, envers les riches. Des promesses, il y en aura beaucoup.

Voter pour ces gens-là, quels qu'ils soient, en espérant qu'ils tiendront leurs promesses, c'est croire au Père Noël dont la fête est passée. Et c'est accepter à l'avance les sacrifices qui, après les élections, remplaceront les promesses.

Si nous votons, ce sera pour dire que nous imposerons au capital les sacrifices qu'il nous a imposés. D'autant que la crise, nous n'y sommes pour rien, c'est leur saloperie de société qui en est responsable.

Arlette LAGUILLER

Voir en page 9 l'article au sujet des bombardements occidentaux sur l'Irak

LA DROITE PRÉPARE LA COHABITATION... ET LES PROCHAINES AIDES AUX PATRONS

Cohabitera ? Cohabitera pas ? Ces interrogations continuent à diviser les rangs de l'opposition, mais de moins en moins tout de même. Plus la date de l'élection législative approche, plus les fumets de la soupe gouvernementale parviennent aux narines des futurs ministrables et plus, dans le camp de la droite, les positions s'assouplissent.

Les principaux dirigeants du RPR sont maintenant et publiquement presque tous prêts à la cohabitation. Ceux de l'UDF se posent encore paraît-il des questions, comme Giscard qui dit que tout de même "on a bien le droit de réfléchir", "on n'a pas tranché, nous allons discuter entre nous pendant environ un mois..."

Mais parmi ceux qui se pressent déjà au portillon, Balladur semble avoir pris une petite avance sur ses amis et néanmoins rivaux à l'occupation d'un futur siège de Premier ministre dans un gouvernement de cohabitation. Ce même Balladur, interviewé dimanche 10 janvier à l'émission *L'heure de vérité*, a défini quelques-uns des objectifs économiques qu'il pense devoir mettre en œuvre pour résorber le chômage. D'entrée il a tenu à affirmer qu'il fallait s'attendre, juste après les élections, à ce qu'il y ait des centaines de milliers de chômeurs en plus. Sous prétexte d'héritage légué par la gauche, rien ne changera donc pour la population. Au contraire la situa-

tion de l'emploi s'aggraverait. Nous voilà prévenus.

Mais pour plus tard, pour un avenir lointain et incertain, Balladur a un plan ; un plan qui ne brille par aucune originalité. Le raisonnement de l'ex-ministre des Finances de Chirac dans la période 1986-1988 part d'une constatation chiffrée : 100 000 chômeurs coûtent 8,5 milliards de francs, tandis que l'exonération des charges pour 100 000 emplois au SMIC ne coûterait que 2,5 milliards. Sous entendu, si l'on exonère les patrons des charges sociales, sûr qu'en contre partie ils embaucheront.

Pourtant, les dirigeants socialistes sont déjà passés maîtres dans de tels cadeaux. Combien de fois n'ont-ils pas proposé des baisses des cotisations sociales aux patrons qui embaucheraient, qui un jeune, qui un chômeur ? Et le résultat, on le connaît, le chômage n'a cessé de croître.

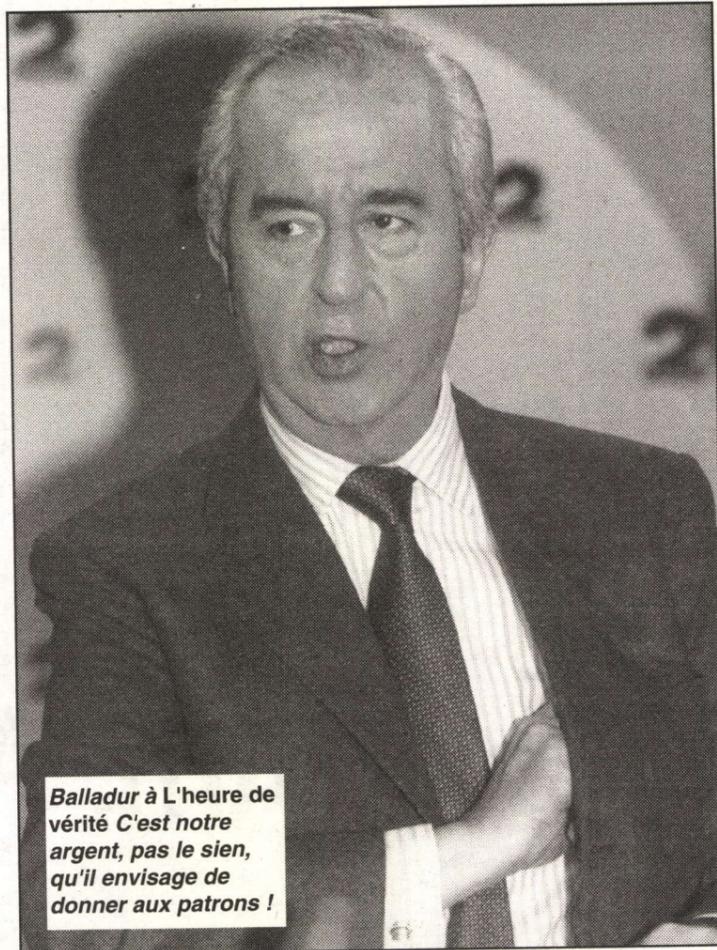
Seulement voilà, si la politique des socialistes n'est pas forcément mauvaise aux yeux de Balladur, elle est somme toute trop timorée. Les mesures qu'ils ont proposées

jusqu'à étaient d'après lui trop "ciblées" et lui, Balladur, veut les étendre à tous les patrons qui créeraient un nouvel emploi

C'est dire qu'une fois de plus des milliards seraient ainsi offerts aux patrons sans aucune assurance sur une éventuelle baisse du chômage. Car si une telle politique était appliquée, des patrons créeraient peut-être de nouveaux emplois (exonérés de charges), mais rien ne les empêcherait dans le même temps de supprimer autant de postes, jusque-là occupés par des travailleurs plus anciens et payés plus cher. C'est d'ailleurs ce qu'ils font déjà. Ils continueraient donc à le faire de façon plus ample peut-être.

Ces idées, pas très neuves, Balladur les a trouvées dans les fonds de tiroirs des dirigeants socialistes, à moins que ce soient les dirigeants socialistes qui les aient chipées à la droite, à moins encore qu'en matière de politique pro-patrons la nouveauté ne brille nulle part. Dans ces conditions, ils peuvent bien cohabiter.

Georges LATTIER



Balladur à L'heure de vérité C'est notre argent, pas le sien, qu'il envisage de donner aux patrons !

AFP

TRISTE RENCARD AVEC ROCARD

Ils étaient 1 500 cadres du Parti Socialiste venus dimanche 10 janvier dans la salle de la Mutualité à Paris écouter ce que leurs dirigeants avaient à leur dire à propos de la préparation des élections législatives. Ils étaient tous là aussi, les dirigeants, de Bérégovoy à Fabius en passant par Mauroy et Emmanuelli, sans oublier Rocard.

Et qu'avaient-ils à dire tous les ténors du parti ? Pas grand-chose en fait, si ce n'est que l'histoire ne s'arrête pas en 1993, tout comme elle n'a pas commencé en 1971 ou en 1981 et "qu'une défaite électorale des socialistes n'est pas l'échec du socialisme". Avec ça, pas de quoi enthousiasmer les foules.

Mais comme Rocard était là et que lui est, paraît-il, appe-

lé à de grandes fonctions, il fallait tout de même qu'il y ait des projets dignes du socialisme qu'il dit représenter. Et bien, il y en eut un, de projet : une "utopie fertilisée par la raison" dit Rocard. Et comme il faut souvent un traducteur pour comprendre ses propos, Fabius est venu à la rescousse expliquant qu'il s'agissait du "partage négocié et harmonieux du travail". Mais de quoi parlait-il lui aussi ? D'une future cohabitation ? Non, pas en ces termes tout de même. Ou bien était-ce de l'autorisation donnée aux patrons de réduire les horaires et les salaires soi-disant pour lutter contre le chômage ? On n'ose le croire de la part d'un "must" du socialisme comme Rocard.

G.L.

Cercle Léon Trotsky

De l'"affaire de Panama"
aux "affaires" en cours :

**LES SCANDALES POLITICO-FINANCIERS
UNE LONGUE TRADITION**

**Vendredi 29 janvier 1993
à 20 h 30**

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-victor à Paris (5e)
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

**FÊTE
de Lutte
Ouvrière**

à Creil

**Samedi 6 février
à partir de 16 h
Salle des fêtes
Georges Brassens
à Villiers-Saint-Paul**

**FÊTE
de Lutte
Ouvrière**

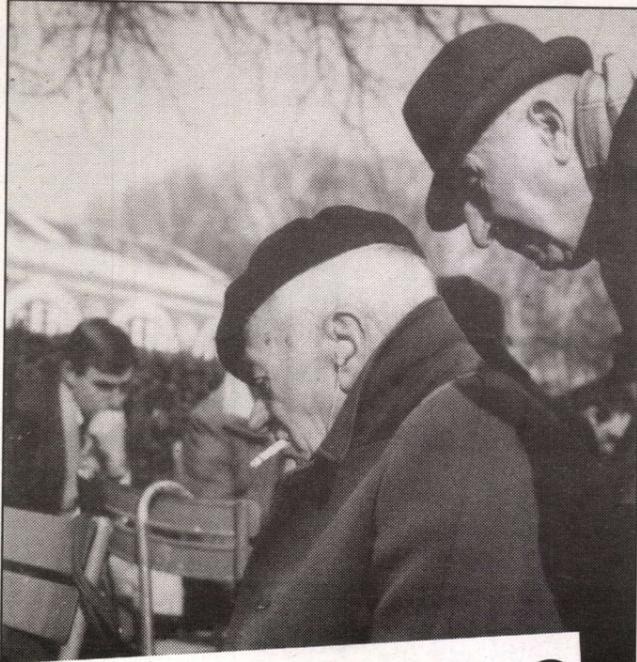
à Lille

**Samedi 6 février
à partir de 15 h
Espace Concorde
quartier de la
Cousinerie rue Carpeau
à Villeneuve-d'Ascq**

La dernière de Bérégovoy

VERS LE RETOUR DE LA RETRAITE À 65 ANS ?

B. de Hugues



tuel des retraites et préférerait placer les "partenaires sociaux" à la tête d'un véritable fonds de retraite comme il en existe dans d'autres pays européens. Selon certaines hypothèses faites dans la presse patronale, il envisage même un fonds de garanties publiques reposant sur 100 à 150 milliards d'actions des entreprises nationalisées, et ayant la possibilité de faire prospérer - ou de dilapider ! - ces garanties, à la Bourse notamment.

Et voilà la retraite par capitalisation, comme en rêvent Etat, patrons et certains syndicalistes ces derniers temps, qui remonte un peu plus que le bout du nez. Si ce projet voit le jour, il ne manquera pas d'aval du côté patronal, le CNPF s'étant dit plus d'une fois hostile au système actuel de retraite par répartition et partisan de la retraite par capitalisation. Il devrait y voir là une réforme qui va, si elle voit le jour, dans ce qu'il considère, de son point de vue, comme le bon sens...

On verra si le projet gouvernemental séduira aussi les syndicats dits ouvriers.

L'important pour Bérégovoy, c'est que ce projet apparaisse au moins comme une affaire bien ficelée. Il n'a, lui, à sortir des caisses que 20 milliards et à promettre que le régime sera garanti pour trente ou quarante ans ; ce qui ne lui coûte rien...

Jacques FONTENOY

AFP

A peine le gouvernement avait-il annoncé une injection de 20 milliards de francs dans ce qu'il est convenu d'appeler le trou de la Sécurité sociale, que l'on apprenait lundi 12 janvier que ce crédit budgétaire serait essentiellement destiné à combler le déficit de la Caisse nationale d'assurance vieillesse. Et le lendemain, le gouvernement commençait à consulter les "partenaires sociaux", notamment les syndicats ouvriers, pour engager une nouvelle négociation sur le régime des retraites.

A moins d'un trimestre de l'échéance électorale des législatives, distribuer 20 milliards pour apurer les comptes de la Caisse nationale vieillesse dont les rentrées d'argent sont mises à mal par la multiplication des chômeurs, c'est évidemment une manière pour le gouvernement Bérégovoy de sembler s'activer, de faire "du social", même si on peut se demander pourquoi il a attendu le dernier moment pour cela.

Mais l'injection de ces 20 milliards a également des airs de rideau de fumée pour cacher

une opération beaucoup moins avouable et rien moins que sociale. Par l'intermédiaire de René Teulade, le ministre des Affaires sociales, le gouvernement essaye de s'attirer les bonnes grâces des syndicats ouvriers comme patronaux, et d'obtenir un accord de leur part, en prétendant garantir le paiement des retraites jusqu'à... 2030. Il leur proposerait de s'impliquer dans la gestion de la branche vieillesse de la Sécurité sociale, un peu de la même manière qu'ils le font déjà pour l'UNEDIC - on voit ce que cela donne pour les chômeurs dont les aides se réduisent comme peau de chagrin au fil des crises de l'UNEDIC, et on peut imaginer ce que cela pourrait donner pour le montant des retraites déjà souvent modeste ! - à condition qu'ils acceptent... un allongement de la durée de cotisation de 37,5 ans à 40 ans dès 1994. Pour quelqu'un ayant commencé à travailler à 25 ans, presque un privilégié par les temps qui courent, cela voudrait dire le retour de la retraite à 65 ans !

L'Etat souhaite se dégager du système ac-



Quatre dirigeants syndicaux (CFDT, FO, et FEN) présentant leurs vœux à Mitterrand et à Bérégovoy. Et en guise d'étrennes, les syndicats auront-ils des caisses de retraites à gérer ?

La SNCF fait appel à SOCRATE... pour devenir Crésus !

Progressivement, d'ici le milieu d'avril prochain si les délais sont tenus, un nouveau système informatique de réservation des billets serait généralisé à l'ensemble des gares SNCF : le système Socrate (raccourci de "Système offrant à la clientèle la réservation d'affaires et de tourisme en Europe").

Ce Socrate-là n'a rien de philosophe, ni de désintéressé. Au contraire. Il annonce la transformation de la SNCF, service public déjà bien mal en point, c'est vrai, en un service fonctionnant selon les critères d'un simple service commercial ayant pour maîtres mots : rentabilité maximum, loi de l'offre et de la demande et, bien sûr, profit maximum.

Décidée à battre en brèche la

concurrence de l'avion partout où cela est possible, la direction de la SNCF a acquis un matériel informatique identique, paraît-il, à celui de l'American Airlines. On ne se refuse rien ! Avec un central de réservation situé à Lille, ce matériel lui permet de gérer l'ensemble des ventes de billets et des réservations sur tout le réseau du pays. Et comme on n'arrête pas le progrès, dès 1994 paraît-il la connexion de Socrate avec des systèmes étrangers comparables devrait permettre, ou presque, d'acheter son billet aller-retour Marseille-Bécon-les-Bruyères depuis la moindre bourgade américaine.

Voilà qui peut, peut-être, faire rêver quant aux possibilités de l'informatique. Mais c'est bien tout. Car cheminots

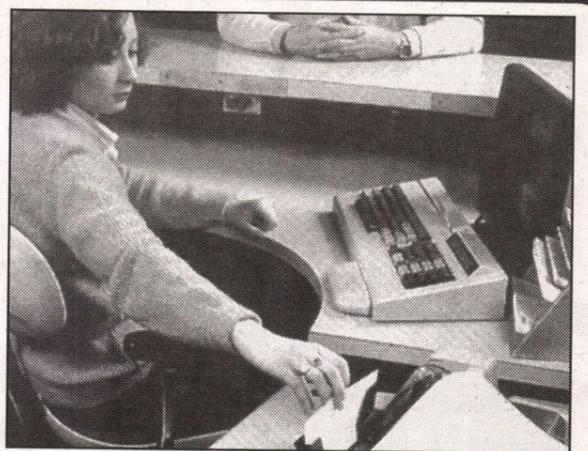
comme usagers ont toutes les chances d'être les lésés de cette performance informatique. Ce n'est pas pour rien que, dans le jargon de la direction, les premiers deviennent des "vendeurs" et les seconds des "clients"...

Socrate permet de définir le prix du billet en fonction de l'occupation prévisible du train demandé par le voyageur. Un même jour, le billet acheté pour une heure creuse ou pour une heure d'affluence n'aura donc pas le même prix pour un même trajet. Par ailleurs, plus la réservation sera faite au dernier moment, plus le coût sera élevé. La variation ainsi créée entre les tarifs d'un même voyage serait estimée de 1 à 4, alors qu'elle restait jusqu'à présent de 1 à 1,5. La tarification au kilomètre dispa-

raîtra. De même que les périodes rouges, bleues et blanches, déjà assorties de tarifs différents. Plus aucun document écrit ne sera remis à l'utilisateur. Et le calcul par ce dernier du prix qu'il devra payer pour voyager deviendra à peu près impossible, puisqu'il sera directement lié à la demande.

La SNCF aurait investi dans Socrate 1,3 milliard de francs. Pas pour supprimer des manipulations fastidieuses aux cheminots, alléger leur travail et simplifier la vie aux voyageurs ; mais pour rentabiliser un peu plus encore, en supprimant des emplois d'un côté pendant que, de l'autre, elle fera payer plus cher pour les mêmes services rendus. Voilà le progrès !

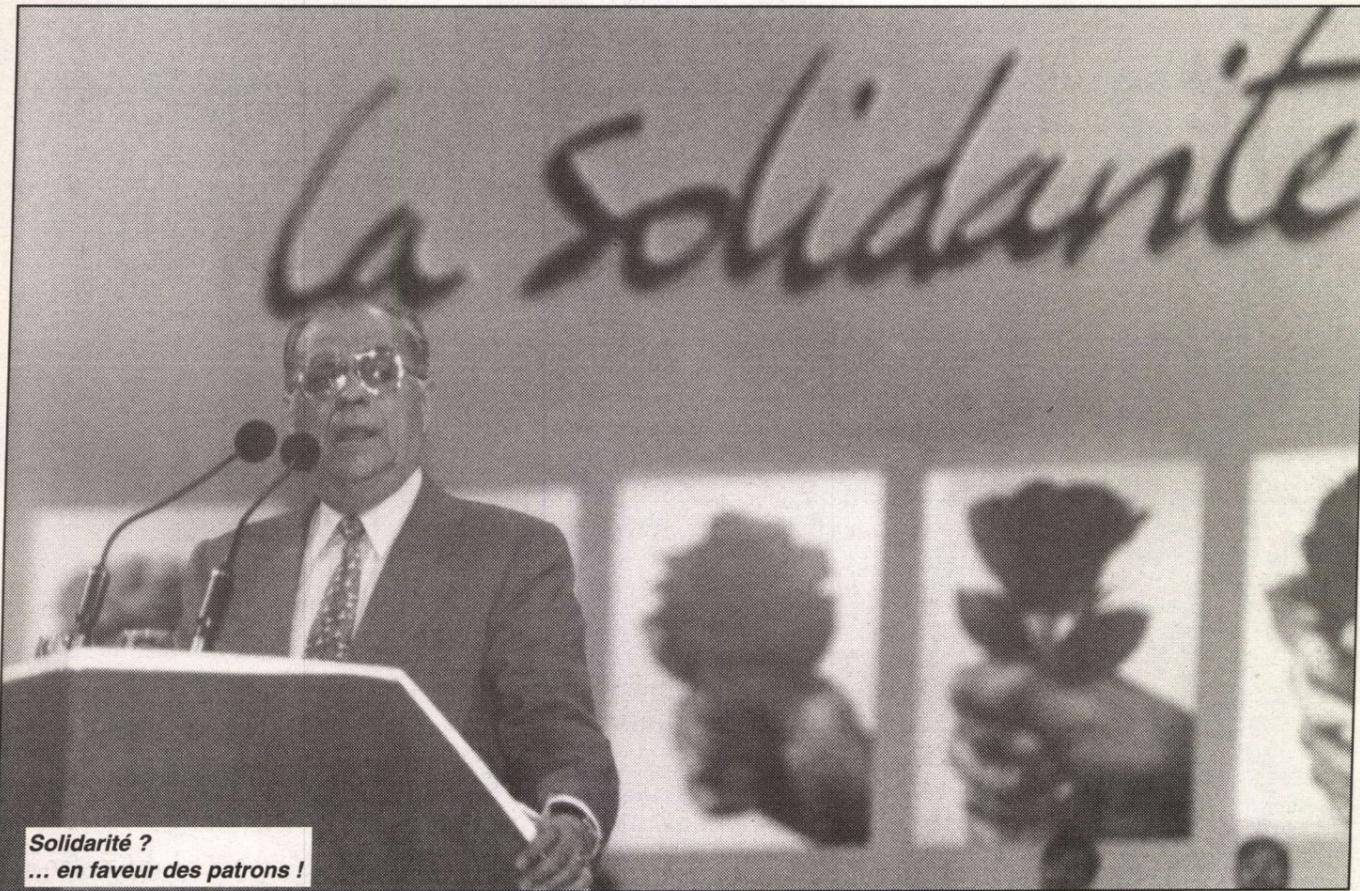
L.P.



AFC

11 MILLIARDS DE REMISE DE TVA

AUX PATRONS



AFP

Solidarité ?
... en faveur des patrons !

Pour Bouygues et quelques autres, en Afrique

SÉGOLÈNE PRÉPARE-T-ELLE UN CADEAU ROYAL ?

De retour du Mali, Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, semble envisager une opération comparable à celle du riz pour la Somalie. Il s'agirait, si l'idée est retenue, de taxer d'une façon ou d'une autre les usagers en France (on a parlé d'un centime par mètre cube d'eau) pour financer en Afrique un plan Solidarité-Eau. Cette taxe servirait, nous dit-on, à l'achat de pompes, au financement de forages, d'installations de potabilisation ou à la pose de canalisations.

Des infrastructures de ce type sont certainement urgentes, et depuis au moins des décennies ! Car l'Afrique, outre qu'elle est l'un des continents les plus affamés, est certainement aussi l'un des plus assoiffés. Le pillage du continent commencé au siècle dernier, et qui n'a pas cessé depuis, n'a-t-il pas contribué, entre autres, à l'agrandissement de la zone de désertification ? Ainsi, la suppression de la végétation au profit de certaines cultures intensives, comme par exemple le coton planté jadis par les textiles Boussac au Tchad, a détruit l'équilibre écologique de certaines régions.

Si cette opération Solidarité-Eau ne se perd pas elle-même dans les sables, on risque une fois encore d'assister à un sinistre spectacle. Madame le ministre viendra demander aux braves gens d'ici de mettre la main à la poche. Et que fera-t-elle de cet argent ? Eh bien, peut-être le donnera-t-

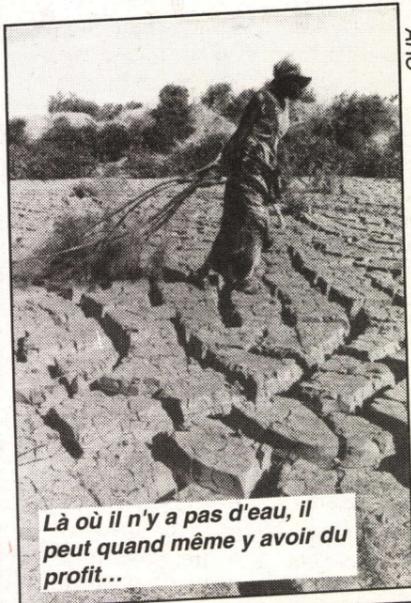
elle au groupe Bouygues qui, figurez-vous, s'active pas mal ces derniers temps sur ce créneau de la canalisation d'eau en Afrique.

Le groupe Bouygues possède en effet une filiale, la SAUR, dont les principaux actionnaires sont Francis Bouygues, le père, et ses deux rejetons, Olivier et Martin. Depuis quelques années, ils développent leurs activités de "services" dans les pays d'Afrique qui souffrent, comme ils disent, d'"un manque de management". Les Bouygues, eux, n'en manquent pas et se sont ainsi emparés de la gestion de l'eau en Côte-d'Ivoire, en Centrafrique et au Mozambique. Et pendant qu'ils y étaient, ils ont également mis la main sur la gestion de l'électricité en Côte-d'Ivoire, disposant dans ce pays d'une sorte de "super-ministère économique", un bon moyen pour récupérer tous les marchés possibles en Côte-d'Ivoire.

Cette spécialisation peut rapporter gros. Ainsi au Maroc le groupe Bouygues, qui avait déjà empoché 510 millions de francs l'an dernier, vient de récupérer un marché de 403 millions de francs. Il s'agira de dépolluer et d'aménager la baie de Casablanca. Le "roi de la maison de maçon" devra construire pour le compte d'Hassan II, le roi de la détection, un collecteur côtier et un bassin de dépollution de 5 000 m³, une station de prétraitement, une station de pompage et enfin un mur de protec-

tion contre la houle, soit 30 000 m³ de béton.

Alors, s'il y a des gens à taxer pour réparer une partie des dégâts faits sur le continent africain, la moindre des choses serait de s'en prendre à Bouygues et aux autres entreprises françaises qui s'enrichissent en rendant l'Afrique toujours plus misérable, comme Elf-Erap, Bolloré, Sucre et Denrées, et quelques autres pillards, à raison de tant de taxes par mètre cube de béton, par tonne de pétrole ou de cacao. Mais, évidemment, madame le ministre n'y a pas songé...
J. F.



Là où il n'y a pas d'eau, il peut quand même y avoir du profit...

Comme à chaque fois, la perspective rapprochée d'une échéance électorale engendre des séries de petits cadeaux censés montrer aux uns et aux autres, mais d'abord aux possédants, que le gouvernement sortant n'est pas si pingre que cela.

Au mieux, pour lui, cela peut être un moyen de se faire reconduire à la tête des affaires. Au pire, c'est une façon de mettre des bâtons dans les roues de son éventuel successeur. Car tout ce que distribue le gouvernement Bérégovoy, qui vient de sortir en quelques jours 36 milliards de son budget, c'est autant de moins dont le gouvernement suivant disposera pour faire à son tour le généreux, là encore d'abord avec... les possédants.

A tout seigneur, tout honneur : le patronat, toutes catégories confondues, vient de recevoir un cadeau de 11 milliards sous la forme d'un aménagement du système de la TVA. Les entreprises acquittent normalement auprès du fisc la TVA qu'elles ont prélevée à chacune de leurs ventes. Jusqu'à présent, elles payaient au percepteur (quand elles n'oubliaient pas de le faire) la TVA prélevée dans le mois en cours, en déduisant la TVA qu'elles avaient pu acquitter de leur côté le mois précédent en faisant des achats. Depuis longtemps, le patronat réclame la suppression de ce décalage d'un mois. Si cette revendication était entièrement acceptée, cela reviendrait à faire au patronat un cadeau de trésorerie de 100 milliards environ.

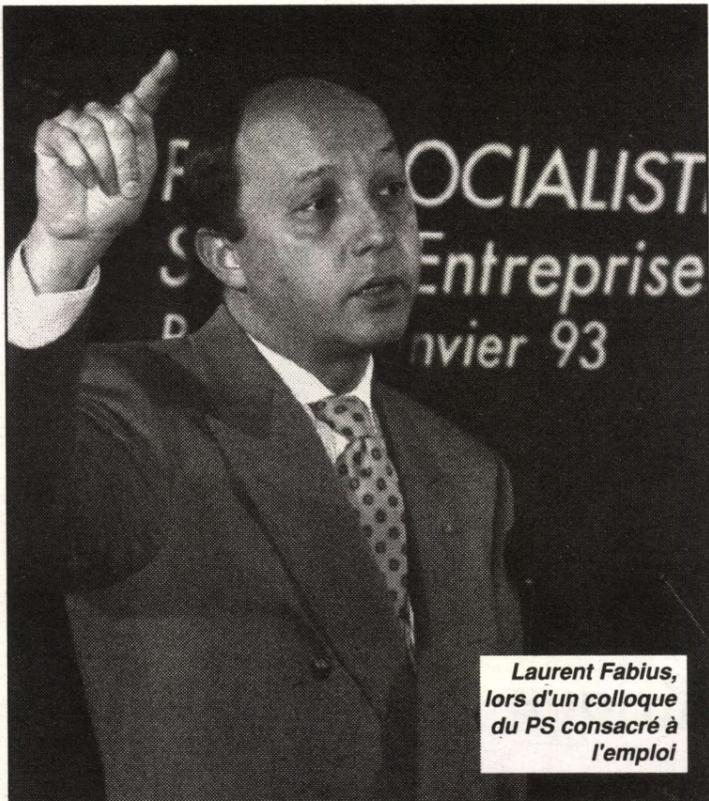
Gage de bonne volonté, le gouvernement vient d'autoriser les entreprises à déduire dès ce mois-ci non seulement la TVA payée en décembre, comme cela aurait dû être normalement le cas, mais également 10 % du mois de janvier. Un cadeau qui va désormais se reporter ainsi de mois en mois et qui n'est peut-être qu'un début... Il s'agit, paraît-il, de mettre un peu de baume au cœur du patronat, "pénalisé par la défense du franc".

Ce n'est pas aux travailleurs que l'on ferait des cadeaux de ce genre. Eux ne sont sans doute pas encore suffisamment pénalisés par les licenciements, le chômage ou le blocage des salaires !

Et que croyez-vous que les patrons pensent de ce cadeau, qui représente environ 11 milliards ? Eh bien, ils le jugent évidemment trop modeste. Ce qui ne les empêchera évidemment pas de l'empêcher...

J. F.

SMICARD, UN MÉTIER D'AVENIR



Laurent Fabius, lors d'un colloque du PS consacré à l'emploi

AFP

Plus précise, Martine Aubry, actuel ministre du Travail, propose au nom du gouvernement socialiste - comme c'est original ! - un allègement des charges sociales payées par les entreprises sur les bas salaires.

Cet allègement prendrait la forme d'un abattement forfaitaire, par exemple sur les 1 000 premiers francs de salaire mensuel, compensé par un alourdissement des charges sur les hauts salaires. L'objectif serait donc de diminuer le coût salarial au bas de l'échelle. Tout en remarquant que "les entreprises n'embauchent que lorsqu'elles en ont besoin", Martine Aubry est sensible à l'éternel refrain des patrons et "pense que les charges sociales sont trop lourdes sur les bas salaires". Et sans craindre de se contredire, elle estime que son dispositif serait créateur d'emplois... au moins dans le secteur des services.

Et voilà la vieille rengaine déjà servie plus

d'une fois. Les précédents dispositifs mis en oeuvre par les gouvernements de ces douze dernières années étaient censés eux aussi créer des emplois. On a vu amplement le résultat : trois millions de chômeurs officiels. En outre, en même temps que les chômeurs, se sont multipliés les emplois précaires, les petits boulots, les RMIstes, les travailleurs payés au minimum. Selon les estimations de l'INSEE, en 1978 4 % des travailleurs étaient concernés par un relèvement du SMIC, aujourd'hui ils sont 8,6 %. Plus de deux fois plus.

Alors, si ce nouveau projet de dispositif était adopté - il risque de rester dans les cartons de la majorité sortante ! - on peut parier d'avance qu'il contribuerait essentiellement à augmenter encore le nombre des travailleurs touchant un bas salaire, sans augmenter pour autant le nombre total d'emplois.

J.F.

Pour ne pas être en reste devant les propositions de Balladur, qui prétend créer des emplois en exonérant de charges les patrons qui embaucheraient, la plateforme électorale du Parti Socialiste propose pour la

énième fois de "favoriser l'emploi des jeunes par la baisse des charges sociales pour les moins qualifiés d'entre eux", une formule qui a déjà largement contribué à augmenter le chômage.

RETOUR À L'EMBALLEUR

ARC



Depuis le 1er janvier, tout producteur ou importateur de produits commercialisés dans des emballages est tenu, par décret, "de contribuer ou de pourvoir à l'élimination de l'ensemble de ses déchets d'emballage". Les entreprises qui auront satisfait à cette obligation pourront bénéficier du logo "Point vert" à apposer sur leurs emballages.

L'avenir dira si ces mesures prises pour obliger les industriels à participer au recyclage des emballages ménagers seront efficaces sur le plan écologique. Mais d'ores et déjà, nombreux sont ceux qui lorgnent sur la contribution moyenne d'un centime par litre que les industriels devront verser pour bénéficier du "Point vert" en question.

En effet quelque 400 millions de francs devraient ainsi être collectés dès cette année. Et les grenouillages entre sociétés rivales n'ont pas tardé à commencer. C'est ainsi que divers groupements d'industriels (en particulier les producteurs de vins et spiritueux ou les industriels du secteur pharmaceutique) envisagent de mettre en place des entreprises de recyclage afin de ne pas laisser à d'autres ce nouveau pactole et de récupérer en quelque sorte leurs déchets et leur argent. Ce qui n'empêchera bien sûr pas tous ces gens-là de répercuter la contribution "Point vert" sur les prix...

Comme quoi pour eux, il n'y aura vraiment rien de perdu.



AFP

Le salaire de la peur

C'est vraisemblablement la vitesse excessive qui a provoqué l'accident de poids lourd de La Combe-les-Eparres. Mais si les chauffeurs roulent trop vite et trop longtemps, c'est pour des questions de gros sous, qu'ils y soient contraints par leurs employeurs, ou qu'ils soient eux-mêmes petits patrons.

C'est peut-être aussi pour économiser quelques sous que ce camion, comme bien d'autres, n'avait pas pris l'autoroute parallèle à la route de l'accident.

Une fois de plus la prétendue fatalité n'a pas d'autre nom que le profit.

Une promesse électorale à la mer !

Tandis qu'en France on entre dans la période faste pour les promesses électorales, aux Etats-Unis Clinton s'appête déjà à abandonner quelques-unes des siennes.

L'ampleur du déficit budgétaire est, paraît-il, supérieure à ce qu'il escomptait. Selon les projections, le déficit devrait être de 333 milliards de dollars en 1997 contre 205 dans les prévisions initiales. Clinton accuse bien entendu Bush de l'avoir sous-estimé pour les besoins de sa propre campagne électorale.

Toujours est-il qu'il ne serait plus question des réductions d'impôts promises aux électeurs. Aussi les ténors du Parti Démocrate ont commencé à se mobiliser pour aller dans le même sens. Certains se sont "interrogés" en plein Congrès sur le bien fondé d'une telle réduction d'impôts.

Le lendemain, le directeur du budget nommé par Clinton, Léon Panetta, se demandait "si nous pouvons faire davantage pour une réduction d'impôts". Il était par contre plus sûr de lui quand il a affirmé : "Nous devons faire des choix difficiles et être prêts à des sacrifices".

Et il n'est pas trop difficile de savoir, dès maintenant qui assumera ces sacrifices, exactement les mêmes que ceux qui ont fait les frais de douze ans d'administration républicaine : les travailleurs et les pauvres.

Guerre de Bosnie

DÉCOUPAGE ETHNIQUE, INTERVENTION MILITAIRE... OU LES DEUX ?

La conférence de Genève se poursuit, malgré quelques retards dus, entre autres, à l'assassinat du vice-Premier ministre bosniaque par un milicien serbe, et aux atterroissements du représentant serbe. Ce dernier a fini par accepter l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Le plan de partage en dix zones (croates, serbes, musulmans, et inter-ethnique pour Sarajevo et ses environs) qui accompagnait cette indépendance, a été conçu par les représentants occidentaux, de l'ONU et de la CEE. Il s'agit d'un invraisemblable charcutage d'un petit territoire : la Bosnie couvre en effet l'équivalent d'une dizaine de départements français (51 000 km²), chaque zone du partage représenterait donc en moyenne un département plus ou moins autonome.

En admettant que ce partage finisse par être accepté, ou plutôt imposé, ce serait entériner la fin de la Bosnie en tant que telle, mais ce ne serait certainement pas la paix. Les zones serbes continueraient à chercher à s'unir à la Serbie, les croates à la Croatie, et on peut sans peine pronostiquer le maintien des foyers de tensions, ne serait-ce que parce qu'à l'intérieur de chaque zone les minorités (à moins qu'elles ne soient éliminées par la "purification ethnique" des uns ou des autres !) pourraient revendiquer la création de mini-zones. Et pourquoi pas, en effet ?

Ce plan des Occidentaux, qui paraît fou (mais qui verra peut-être quand même le jour !), se donne pour objectif d'arrêter la guerre, et également d'éviter qu'elle ne s'étende à d'autres Républiques ou régions de l'ex-Yougoslavie, en gelant plus ou moins les découpages que les rapports de force militaires entre les nationalistes rivaux ont produits sur le terrain.

La politique des grandes puissances

Bien que l'on parle beaucoup des "atrocités serbes", des camps, des viols, etc., le problème des grandes puissances n'est pas tant humanitaire que politique. Il s'agit pour elles tout d'abord d'éviter la persistance d'une situation d'anarchie en Bosnie.

Les grandes puissances veulent des États dignes de ce nom dans cette région. Elles auraient sans doute préféré, dans un premier temps, que la Yougoslavie n'éclate pas. Mais, puisqu'elles n'ont pas pu empêcher l'éclatement, elles veulent qu'il y ait un État serbe en Serbie, un État croate en Croatie, même si des minorités ethniques y sont opprimées, et puisque l'État bosniaque n'est pas viable, à cause des affrontements, eh bien tant pis : il se-

ra partagé voire repartagé.

Mais même si les Occidentaux parviennent à stabiliser, à leur façon, la situation dans l'actuelle Bosnie, tous les problèmes n'en seraient pas réglés pour autant dans cette partie du monde. Européens et Américains redoutent de nouvelles attaques prévisibles des nationalistes serbes, au Kosovo (rattaché artificiellement à la Serbie, bien que peuplé en majorité d'Albanais) et peut-être même en Macédoine. Bref, il existe de sérieux risques d'embrassement dans les Balkans, que les Occidentaux voudraient prévenir.

Y parviendront-ils ? C'est une autre affaire.

Une intervention militaire occidentale ?

Pour faire pression sur la Serbie, pour limiter les ambitions de ses nationalistes et pour l'obliger à accepter la négociation, les Occidentaux agitent de plus en plus la menace d'une intervention anti-serbe, sous l'autorité de l'ONU. Une campagne de presse et d'affichage dénonce les camps, les tortures, les viols, les massacres, de façon à obtenir l'adhésion de l'opinion en cas d'intervention. Ces atrocités sont bien réelles, mais pas toutes serbes (en particulier les viols), même si les médias sont systématiquement anti-serbes. Et il existe bien d'autres atrocités de par le monde, dans des pays dictatoriaux (voir les rapports annuels d'Amnesty International), pour lesquelles les grandes puissances ne se posent nullement le problème du "droit d'ingérence humanitaire" !

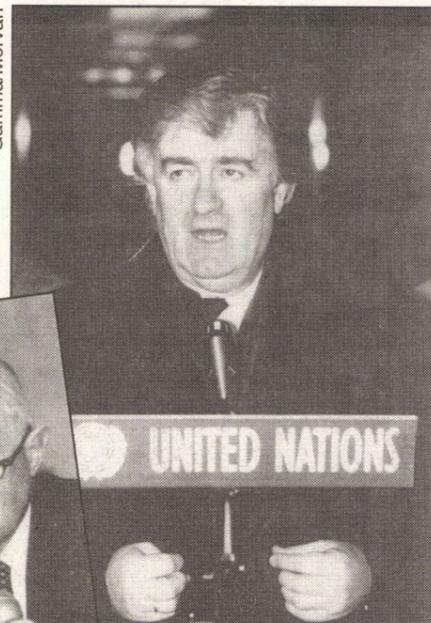


AFP



Les représentants occidentaux Cyrus Vance (pour l'ONU) et Lord Owen (pour la CEE) à gauche, et le leader des Serbes de Bosnie, Karadzic, ci-dessus.

Gamma/Morvan



Les représentants occidentaux Cyrus Vance (pour l'ONU) et Lord Owen (pour la CEE) à gauche, et le leader des Serbes de Bosnie, Karadzic, ci-dessus.

Pour le moment donc, l'intervention reste une menace en vue d'imposer la négociation, car les grandes puissances n'ont aucune envie de s'engager dans une guerre avec la Serbie.

Mais on ne peut exclure qu'on passe de la menace à l'exécution, si les pourparlers échouent. Il pourrait s'agir alors seulement d'une intervention aérienne, aux buts limités. Il s'agirait, un peu comme en Somalie, d'imposer, sinon la "réconciliation", du moins un accord de coexistence entre les factions rivales, mais sur la base de l'éclatement de l'actuelle Bosnie. C'est-à-dire la même chose que ce que les négociateurs occidentaux tentent en ce moment d'obtenir à Genève.

Les peuples yougoslaves victimes du nationalisme et des nationalistes.

On sait que ce ne sont pas les populations elles-mêmes qui sont à l'origine de la série de guerres par lesquelles, en Slovénie, puis en Croatie, et maintenant en Bosnie, on a abouti à la fragmentation de l'ancienne Yougoslavie. Certes, il existait des tensions, des conflits, de vieilles plaies pas totalement refermées. Mais à côté de cela il y avait de très nombreux mariages mixtes, une écrasante majorité de gens vivant amicalement côte

à côte et même, et aujourd'hui encore, se sentant et se proclamant "Yougoslaves", sans accorder beaucoup de sens au fait d'être de nationalité serbe, croate, ou autre. Il y aurait actuellement d'ailleurs encore des dizaines de milliers de Serbes (50 000 selon certaines sources) dans Sarajevo assiégée.

Les peuples de l'ex-Yougoslavie n'ont pas décidé de se jeter à la gorge les uns des autres.

Ceux qui l'ont décidé pour eux sont des politiciens, qui ont recueilli l'héritage de Tito et qui, pour asseoir leur pouvoir ont abandonné le nationalisme yougoslave de ce dernier, en s'appuyant et même en suscitant les nationalismes "ethniques". Ce sont ces calculs politiques, cette fuite vers le "chacun pour soi", qui sont à l'origine de la tragédie actuelle.

Et les nationalistes, qui terrorisent les ethnies "adverses" pour creuser un fossé sanglant, font d'ailleurs régner la dictature également sur leurs propres "nationaux" : il ne fait pas bon être pacifiste serbe à Belgrade en ce moment !

Il est arrivé à l'extrême-gauche, ici en France, de défilier avec le slogan : "La Révolution coûtera moins cher !". Eh bien, on mesure de plus en plus, en Yougoslavie comme dans bien d'autres parties du monde, ce qu'il en coûte de laisser durer la vieille société pourrie et malfaisante.

André VICTOR

Les victimes sont tous les peuples, toutes les confessions...



AFP

Algérie

Zebar/Gamma



Procès d'islamistes,

Lundi 11 janvier, les autorités algériennes annonçaient que deux islamistes, condamnés à mort lors d'un procès à Blida en mai dernier, avaient été exécutés. Il s'agissait de deux officiers d'active impliqués dans l'attaque, au mois de février, d'un poste militaire à l'amirauté d'Alger, attaque qui avait fait 8 morts parmi les militaires et policiers et 2 morts parmi les assaillants.

Ces exécutions sont les premières exécutions d'islamistes condamnés à mort par des tribunaux depuis l'annulation des élections et la dissolution du FIS au début de l'année 1992. Quelques jours plus tôt, le 7 janvier, vingt nouvelles condamnations à mort ont été prononcées par le tribunal militaire de Béchar. Cela porte à 47 le nombre d'islamistes condamnés à mort depuis le début de l'année.

Lors de ce dernier procès, qui s'est déroulé à huis clos dans le grand Sud algérien, la plupart des 79 accusés (dont 16 en fuite) étaient des militaires, dont plusieurs

officiers, accusés de désertion et de vol d'armes en faveur des maquis islamistes.

Un an après le renversement de Chadli et l'interruption des élections dont les islamistes avaient remporté le premier tour, le gouvernement, malgré la multiplication des lois d'exception, des contrôles et des opérations menées par l'armée et la police, n'arrive pas à arrêter la succession d'attentats perpétrés par des groupes armés islamistes. Environ 300 policiers ou militaires et quelques dizaines de civils en ont été victimes depuis un an.

La proclamation du couvre-feu dans

Deux exécutions capitales 20 nouvelles condamnations L'ESCALADE DE RÉPRESSION

les départements du centre du pays (dans un rayon de 150 à 200 km autour d'Alger) depuis le 5 décembre n'y a pas changé grand-chose : quelques jours à peine après le couvre-feu, 5 policiers étaient tués par un commando dans la banlieue d'Alger, après quoi la gendarmerie délogeait à coups de roquettes un groupe armé islamiste d'un immeuble dans une banlieue voisine, El Harrach, et faisait 13 morts parmi les islamistes.

Depuis, le gouvernement s'est surtout efforcé de souligner ses succès militaires : en comptant les 13 morts d'El Harrach il y aurait eu, d'après la presse algérienne, au moins 37 islamistes abattus par les forces de police depuis le début du couvre-feu pour la seule région d'Alger. A quelques jours du nouvel an, un réseau de 35 islamistes a été arrêté dans les Aurès, près de Batna, ainsi que 91 islamistes accusés de faire partie d'un maquis dans la région de Sétif.

Mais au fil de la presse, des accro-

chages avec morts ou blessés en même temps que des arrestations sont signalés presque tous les deux ou trois jours : rien qu'entre le 28 décembre et le 6 janvier elle signalait successivement : trois policiers blessés dans une embuscade dans les Aurès et deux jours plus tard d'autres blessés dans l'attaque d'une patrouille dans la banlieue d'Alger ; trois terroristes étaient arrêtés à Tlemcen un jour, 5 autres tués quelques jours plus tard à Aïn Delfa (entre Alger et Chlef), et 5 autres arrêtés à Oran ; et surtout le 2 janvier le journal *El Watan* faisait sa Une sur l'assassinat de 5 gendarmes à Laghouat, ce qui a valu à ce journal sa suspension et l'arrestation pendant plusieurs jours de six journalistes pour "information donnée prématurément".

Alors, en annonçant les deux premières exécutions capitales, le gouvernement algérien veut sans doute faire preuve de fermeté. Mais ce n'est sans doute pas la menace d'encourir la peine capitale qui

Relations franco-algériennes

UNE DÉTENTE QUI AIDERA SURTOUT... LES CAPITALISTES FRANÇAIS

La presse n'a pas encore précisé comment se concrétisera la détente entre Paris et Alger, mais on peut en tout cas constater que la visite du ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, en Algérie s'est accompagnée de gestes réciproques de conciliation annonciateurs d'un va-et-vient de ministres et de personnalités diverses.

Mitterrand qui, au lendemain du coup d'État de janvier 1992, sommat le nouveau régime de renouer "les fils d'une vie démocratique qui s'amorçait", vient d'affirmer, juste un an plus tard, "le soutien de la France et des Français" au chef de l'État algérien.

Ce changement d'attitude avait été précédé d'une mise en sourdine des dénonciations des actes de répression du

gouvernement algérien, et s'était accompagné d'un raidissement des autorités françaises vis-à-vis des islamistes. De leur côté, les responsables de l'actuel régime algérien semblent avoir parallèlement remis, pour un temps au moins, leurs dénonciations de la politique des socialistes français, Mitterrand en tête, qu'ils avaient accusés à plusieurs reprises de vouloir perpétuer, trente ans après l'indépendance, la mainmise de l'impérialisme français sur leur pays ; une mainmise que, selon eux, la politique de leur prédécesseur, Chadli, aurait d'ailleurs encouragée jusqu'à la chute de celui-ci.

Et il y a aussi fort à parier que ce dégel a quelque chose à voir avec les législatives toutes proches en France. Car de-

puis que rien ne va plus entre Paris et Alger, les politiciens de droite se sont mis à préconiser le rétablissement des bonnes relations entre les deux pays. Et plus d'un politicien de droite, de Bernard Stasi à Alain Juppé, a devancé Dumas auprès des dirigeants algériens. Il est probable qu'à quelques semaines des élections, les dirigeants socialistes n'ont pas voulu laisser le terrain à leurs rivaux, car l'Algérie reste une pièce importante sur l'échiquier politique et économique de l'impérialisme français.

Les bonnes ou mauvaises relations avec l'Algérie ont quelque chose à voir avec les intérêts de bien des industriels et banquiers français. Trente ans après l'indépendance de son ancienne colonie, la France reste son principal partenaire commercial. C'est ainsi qu'elle exporte quelque 12 milliards de francs de marchandises, dont une bonne partie est constituée par des voitures, tandis qu'elle importe des hydrocarbures pour une somme du même ordre de grandeur. Par ailleurs la France est aussi le premier créancier de l'Algérie, dont le montant de la dette vis-à-vis des organismes prêteurs français se monte à quelque 30 milliards de francs, un quart environ de sa dette totale.

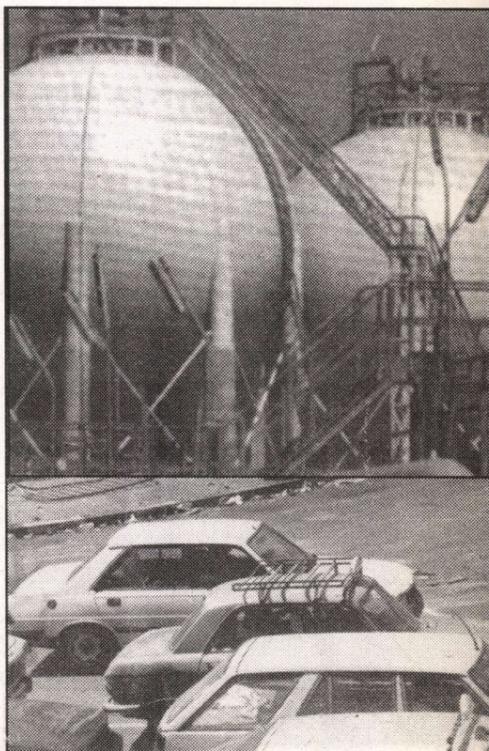
Cela mesure la responsabilité de la France dans les difficultés économiques de ce pays, où les couches populaires les plus pauvres vivent de plus en plus difficilement.

Et cela explique aussi pourquoi le gouvernement français se sent tellement impliqué dans toutes les tentatives de renégociation de la dette, qui reste sans

doute le sujet le plus épineux des relations avec l'actuel gouvernement algérien, opposé aux projets de protocole financier proposé par la France et le FMI.

Comme toujours, la presse et les autorités françaises parlent une fois de plus de plans d'"aide" destinés à permettre à l'Algérie de faire face à des échéances immédiates qu'elle ne peut assumer sans emprunter à nouveau. Mais, outre que ces nouvelles dettes s'ajoutent aux précédentes, les avances consenties ont le

Du gaz algérien pour la France...



Irak-Koweït

Deux ans après la guerre du Golfe

LA NOUVELLE AGRESSION CONTRE L'IRAK

Dans la soirée du mercredi 13 janvier, un raid occidental a été déclenché contre l'Irak, avec la participation de forces américaines, anglaises et françaises. Les dirigeants américains l'avaient laissé prévoir à la suite d'une série d'incursions irakiennes au Koweït.

Quelle sera l'importance de cette nouvelle démonstration de force occidentale dans la région du Golfe ? Il est trop tôt pour dire si elle se limitera à ce coup de semonce ou sera de plus grande ampleur. Mais elle suffit déjà à démontrer que, lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts les plus sensibles, les dirigeants occidentaux ne s'embarassent pas de discussions et d'atermoiements, même si cela risque de faire encore une fois basculer le Moyen-Orient dans une spirale guerrière.

Pour qui l'aurait oublié, Saddam Hussein avait rappelé dimanche 10 janvier qu'il est toujours là, et les revendications irakiennes sur le Koweït aussi. Ce jour-là en effet, des Irakiens en civil, mais armés, ont pénétré dans le Nord-Est du Koweït pour s'emparer d'armements pris à l'Irak lors de la guerre du Golfe et gardés depuis par les forces de l'ONU. Le lendemain et le surlendemain, de nouvelles incursions ont eu lieu, cette fois pour récupérer du matériel non militaire.

Le véritable but pour le pouvoir irakien n'était certainement pas la petite quantité de matériel récupéré ; il était politique, comme le montre d'ailleurs le choix même du lieu de l'incursion.

Il s'agit des environs de la ville d'Oum Qasr, une ville irakienne dont une partie a été attribuée au Koweït, après la guerre du Golfe, par la commission de l'ONU chargée de délimiter la frontière entre les deux pays. La même commission a décidé d'ailleurs de déplacer la frontière de quelque 600 mètres, sur une longueur de 20 kilomètres, en faveur de l'émirat, et a tranché de la même façon le différend irako-koweïtien sur les puits de pétrole de Rumaila. Le pouvoir irakien n'accepte évidemment pas cet "arbitrage" des conflits frontaliers qui avaient été en partie à l'origine de la guerre, et les incursions des 10 et 11 janvier avaient pour but de le rappeler.

Ces quelques bravades calculées de Saddam Hussein avaient pour but de démontrer que, deux ans après la fin de la guerre du Golfe, rien n'est réglé sur la frontière irako-koweïtienne.

Des observateurs non armés de l'ONU continuent de surveiller celle-ci, mais ne peuvent pas empêcher de telles incursions, et l'armée de l'émirat non plus. Accessoirement, Saddam Hussein ne rate pas non plus l'occasion de rappeler que, comme il l'avait annoncé dans un de ses discours, Bush qui avait promis de l'abattre quittera la présidence des Etats-Unis alors que lui sera toujours en place...

Sans doute, on peut dire qu'il n'est là justement que parce que, à la fin de la guerre du Golfe, les dirigeants américains ont préféré interrompre la guerre avant d'avoir abattu le dictateur irakien. Ils redoutaient une situation pouvant déboucher sur l'éclatement de l'Irak et, à tout prendre, préféreraient encore voir l'Etat irakien rester dirigé par Saddam Hussein, plutôt que le risque qu'il n'y ait plus d'Etat du tout... et de devoir contrôler eux-mêmes la région avec leurs propres troupes.

Saddam Hussein est donc resté en place, mais les dirigeants occidentaux n'ont pas pour autant évité totalement le risque qu'ils voulaient éviter. Au Nord de l'Irak, la situation créée par l'insurrection, puis l'exode des Kurdes, les a contraints à une intervention limitée. Au Sud, la tension subsistant aux confins irako-koweïtiens et dans la région chiite les amène à maintenir une surveillance militaire, tandis que les monarchies pétrolières réclament aussi, de leur côté, une assistance militaire.

Voilà donc une région de plus où des troupes occidentales et de l'ONU sont engluées, et peut-être pour longtemps. Aucun règlement n'est en vue

et l'embargo contre l'Irak est, officiellement, toujours en vigueur. Les voisins de l'Irak comme la Turquie et la Syrie, qui s'étaient rangés du côté des Occidentaux durant la guerre du Golfe, se montrent eux-mêmes inquiets du maintien de cette situation, qui tend à favoriser une instabilité dont ils se passeraient bien...

Quitte à subir des représailles, Saddam Hussein continuera donc sans doute à rappeler que, si les dirigeants américains veulent parvenir à un semblant de règlement dans la région, il faudra bien qu'à un moment où à un autre ils passent par un accord avec lui. Surtout dans la période présente où, d'ici peu, Bush devra céder la place à son successeur Clinton, non impliqué dans la guerre du Golfe.

Deux ans ont passé depuis la "guerre chirurgicale" menée pour les intérêts de l'émir du Koweït et des compagnies pétrolières. Force est de constater qu'elle a multiplié les problèmes au lieu de les résoudre, tout en alourdissant encore le fardeau des souffrances subies par la population irakienne elle-même. Une nouvelle agression occidentale ne pourrait qu'aggraver encore cette situation, dont la domination impérialiste au Moyen-Orient est entièrement responsable.

Car c'est pour assurer leur domination sur le monde, le pillage par leurs trusts des richesses de la planète, du pétrole du Moyen-Orient entre autres, que Bush, Mitterrand et consorts font la police dans le monde au nom d'un soi-disant "droit international" dont ils sont les seuls à décider.

André FRY

es,
tions à mort
E LA

peut arrêter les membres de groupes armés islamistes, eux qui courent déjà le risque bien plus grand d'être abattus sur le-champ dans les opérations policières (le nombre, non publié, d'islamistes abattus depuis un an est de toute évidence bien supérieur au nombre de policiers et militaires tués).

Et puis surtout, si les groupes terroristes islamistes trouvent en permanence un certain nombre de recrues, peut-être peu nombreuses, mais suffisantes pour maintenir l'existence de ces groupes malgré la répression depuis déjà un an, c'est qu'il y a en Algérie tellement de jeunes sans espoir qu'il s'en trouve toujours assez pour se laisser entraîner à risquer leur vie derrière quelques fanatiques religieux. Et il y a assez de mécontents, assez de gens écoeurés par le régime, pour que les islamistes trouvent autour d'eux des gens pour les aider, les héberger par exemple.

Alors, en l'absence malheureusement d'autre alternative politique, le seul résultat de la répression risque bien d'être d'agrandir l'auréole de "martyrs du peuple" des militants islamistes.

Olivier BELIN

plus souvent comme contrepartie des commandes qui ont comme fonction principale d'"aider" les industriels français.

Voilà en tout cas qui mérite bien, aux yeux des dirigeants de l'impérialisme français, qu'on dépêche outre-Méditerranée, dans les semaines qui viennent, quelques ministres et représentants des industriels et des banquiers.

Henriette MAUTHEY

des voitures - surtout françaises - à Alger



Après l'échouage du "Braer"

Depuis le 5 janvier dernier, le pétrolier Braer, échoué sur les récifs situés à la pointe extrême sud de l'archipel des Shetlands, au nord de l'Ecosse, continue à déverser sa cargaison de pétrole brut dans la mer. Sans que personne ne puisse rien faire pour arrêter cette marée noire, tant que les conditions météorologiques restent défavorables.

Pour l'instant, les sauveteurs en sont réduits à assister au désastre, à constater l'ampleur des dégâts, à évaluer combien des 84 500 tonnes de la cargaison ne sont pas encore répandues dans la mer, à additionner le nombre d'oiseaux et de phoques morts englués, à commenter les périls encourus par les moutons, les saumons... et la population locale. Le tout pendant que, de nouveau et comme à chaque marée noire, les autorités diverses commentent et annoncent de nouvelles mesures... préventives.

Il s'agit là de la 17^e marée noire en 25 ans, depuis qu'en 1967 le pétrolier *Torrey-Canyon*, lui aussi naviguant sous pavillon libérien, lâchait ses 123 000 tonnes dans la Manche. Depuis cette époque, les mesures à prendre pour limiter les risques de marée noire sont parfaitement connues, et périodiquement rappelées... à chaque nouvelle pollution. Et pourtant, des pétroliers gigantesques, vieux de plus de 15 ans comme le *Braer*, mal entretenus et souvent de véritables ruines, continuent de circuler avec un équipage réduit au minimum, mal formé et mal payé, empruntent les routes maritimes les plus courtes, même si elles sont aussi les plus risquées, pour rentabiliser au maximum leur trajet.

Depuis juillet dernier, une nouvelle réglementation internationale fait obligation aux pétroliers de posséder une double coque. Mais cette mesure ne s'impose qu'aux nouveaux pétroliers et n'implique pas l'obligation d'une remise aux normes pour les navires anciens... comme ce *Braer*, à une seule coque, construit en 1975.

D'autre part, la pratique des pavillons "de complaisance",



LA LAINE DES SHETLANDS SERA NOIRE...

vieille de cinquante ans et qui permet d'échapper aux contraintes fiscales, financières et sociales, est dénoncée... et reconduite à chaque fois. Par tous les gouvernements, y compris le gouvernement français bien sûr qui, aujourd'hui, par la voix de Ségolène Royal, réclamerait d'urgence une nouvelle "réunion exceptionnelle" de tous ses confrères européens pour examiner les problèmes soulevés par ces transports maritimes de matières polluantes. Voilà qui va certainement faire peur aux armateurs de vieux rafiots ainsi qu'à leurs clients, et garantir contre de futures catastrophes !

Pour en avoir une idée, il suffit d'entendre le responsable de la société américaine ayant affrété le *Braer* déclarer, aujourd'hui, que son pétrolier "était fiable". La société américaine à qui était destinée la cargaison semble, quant à elle, plus franche, sinon plus cynique, en faisant expliquer en substance à la télévision anglaise qu'il faut bien faire circuler de vieux pétroliers et prendre des risques, si l'on ne veut pas céder devant la concurrence du gaz.

"On navigue comme il y a

cent cinquante ans", dénonçait un commandant à la retraite interviewé dans *Le Figaro* du 8 janvier dernier. Et cela

pour des raisons de rentabilité, au mépris de toute norme et réglementation, nationales ou internationales.

Ce ne sont pas seulement la

flore et la faune marines qui subiront les conséquences de la pollution, mais aussi les 23 000 habitants de l'archipel des Shetlands, dont toute l'économie, fondée essentiellement sur l'élevage des moutons et des saumons ainsi que sur le tourisme, risque d'être naufragée, elle aussi, pour plusieurs années ; et, plus largement, la population de tout le nord de l'Ecosse. Après la pollution entraînée par les accidents survenus sur les plates-formes pétrolières, cette nouvelle marée noire doit représenter une véritable catastrophe pour toute l'économie de la région. Sans parler des problèmes de santé, dans tout le secteur directement ou indirectement infesté.

La cargaison de pétrole transportée par le *Braer* représentait quelque 68 millions de francs. Payés d'avance par la société américaine commanditaire, mais d'ores et déjà annoncés comme devant être remboursés par les compagnies d'assurance. Une fois encore, les pollueurs ne seront pas les payeurs.

Lucienne PLAIN

Pas moyen de se planquer quand les hélicoptères survolent la course ! Ici la Mitsubishi de Bruno Saby.



Paris-Dakar

CITROËN ROULE-T-IL SES CONCURRENTS ?

Scandale au Paris-Dakar : le pilote Citroën Pierre Lartigue est soupçonné de s'être fait ravitailler en cours d'étape par deux voitures de tourisme, ce qui est formellement interdit par le règlement de la course. Gilbert Sabine, l'organisateur de la course, et Marc Roy, le directeur de course autos, en ont été tellement persuadés qu'ils ont décidé la mise de Pierre Lartigue hors course.

Mais depuis, les commissaires fédéraux ont levé la sanction... "au bénéfice du doute", ont-ils déclaré, puisque personne ne nie la présence des voitures, ni même celle de jerricans d'essence sur les lieux du crime supposé. Simple, personne n'a pris Lartigue la main dans le sac et, puisqu'il affirme ne s'être arrêté que pour soulager un besoin urgent, pourquoi ne pas le croire ? Apparemment cela ne suffisait pas à convaincre Gilbert

Sabine qui expliquait, amer, à la TV, que la réintégration de Lartigue résultait "d'un coup de fil de Paris".

Citroën aurait donc le bras assez long pour téléguider depuis Paris la sentence des juges ? Alors, et le "sport" ? Il est vrai que, malgré le pouvoir de Citroën, Lartigue n'est pour l'instant que le second au classement général du rallye, et est même devancé par une voiture japonaise, une Mitsubishi. Heureusement, il n'y a que demi-mal : le pilote de la Mitsubishi de tête est français. Et puis, Lartigue ne peut gagner à chaque fois. C'est déjà lui qui a remporté le précédent rallye Paris-Moscou-Pékin, et avec une Citroën. D'ailleurs, c'était sans doute mieux organisé... N'était-ce pas Citroën qui parrainait directement le Paris-Moscou-Pékin ?

C. B.



Paul / Gamma

Grande-Bretagne

LES MINEURS PERDENT LEUR EMPLOI...

LES COMPAGNIES D'ÉLECTRICITÉ GAGNENT UNE SUBVENTION



Mineurs du Yorkshire.

C'est le 26 janvier que le gouvernement britannique s'était engagé à présenter son plan pour l'emploi des mineurs, suite à l'indignation suscitée en octobre 1992 par son plan de fermeture de mines.

En fait de plan pour l'emploi, la "suggestion" présentée par le ministre de l'Industrie, vise à relever les profits des compagnies d'électricité.

Car il s'agit ni plus ni moins de prélever une "contribution" auprès de tous les usagers, par le biais d'une augmentation des tarifs électriques, afin que, soi-disant, les compagnies puissent se payer du

charbon anglais plutôt que du charbon colombien, sud-africain ou polonais.

Cette "suggestion" a d'autant plus de sel que les compagnies d'électricité viennent justement d'être accusées par une commission gouvernementale de s'être outrageusement rempli les poches depuis la privatisation, en pratiquant des hausses de tarifs disproportionnées par rapport à celles des coûts de production. Et ceci alors même qu'elles achetaient encore ce charbon anglais dont elles prétendent aujourd'hui qu'il est inabordable.

Bref, le gouvernement est en train de se servir de l'émotion causée par les suppressions d'emplois massives dans les mines pour faire passer une de ces subventions étatiques que toutes les entreprises réclament à cor et à cri.

A ceci près qu'il pousse le culot jusqu'à présenter la note ouvertement aux consommateurs.

Quant à savoir si cela préservera des emplois dans les mines, c'est une plaisanterie. Les compagnies électriques ont déjà mis en chantier des centrales thermiques au gaz et ce sera autant de charbon en moins qu'elles achèteront. Et rien ne dit que les subsides qui leur seront offerts les feront acheter plus de charbon anglais.

De toute façon, poser le problème du maintien de l'emploi pour les mineurs en termes de maintien de la production charbonnière, comme le fait le gouvernement aussi bien d'ailleurs que les syndicats ou le Parti Travailleur, relève de l'hypocrisie, au mieux de la naïveté.

Sur les 31 mines menacées de fermeture par le plan d'octobre dernier, une quinzaine au moins sont d'ores et déjà inexploitable, parce que fermées depuis plus de deux mois. Et une fraction importante des 30 000 mineurs visés par les mesures de licenciements sont déjà chômeurs, ayant opté pour le départ volontaire de peur de se retrouver sans rien. Quant aux dirigeants des charbonnages eux-mêmes, dans leur zèle à se faire mousser en vue d'une future privatisation, ils ne cessent de clamer que même sans ces 31 puits, ils se font fort d'assurer la production au niveau antérieur, pourvu qu'on les débarrasse des règlements de sécurité "archaïques" qui sont en vigueur dans les mines, ce dont le Parlement doit être saisi prochainement.

Et c'est bien à ce genre de recul que serait pour les travailleurs l'annulation des règlements de sécurité en vigueur depuis le début du siècle, que mène inévitablement, dans le cadre de la logique du système, le fait de viser au maintien de la production charbonnière sous prétexte de maintenir l'emploi.

F. R.

Pologne

LE DROIT À L'AVORTEMENT PIÉTINÉ

Le feuilleton favori des partis politiques polonais, à savoir la mise au point d'une loi interdisant l'avortement, a connu jeudi 7 janvier un nouvel épisode.

En effet, le parlement polonais - la Diète - a adopté par 213 voix contre 171 un projet de loi annulant celle qui depuis 1956 autorisait l'avortement.

Les politiciens les plus réactionnaires et l'Eglise sont cependant paraît-il mécontents car cette loi, si elle interdit l'avortement, atténue le projet présenté par le Parti Chrétien National... Ils prendront peut-être leur revanche lors du passage du texte devant le Sénat, plus conservateur encore que la Diète, le 18 janvier...

Mais même si les femmes polonaises sont encore autorisées à avorter en cas de crime, de menace pour la santé de la mère, de malformation du fœtus, et si elles sont autorisées à pratiquer des examens prénatals (c'est cela les entorses "libérales" au projet initial !), dans la réalité il n'est même pas sûr qu'elles trouvent un hôpital où des médecins et des infirmières acceptent de les recevoir pour cela.

Mais peu importe aux députés polonais. Comme peu leur importe les 800 000 signatures d'une pétition demandant l'instauration d'un référendum sur l'avortement, ou encore le sondage de novembre dernier révélant que 74% des Polonais désirent être eux-

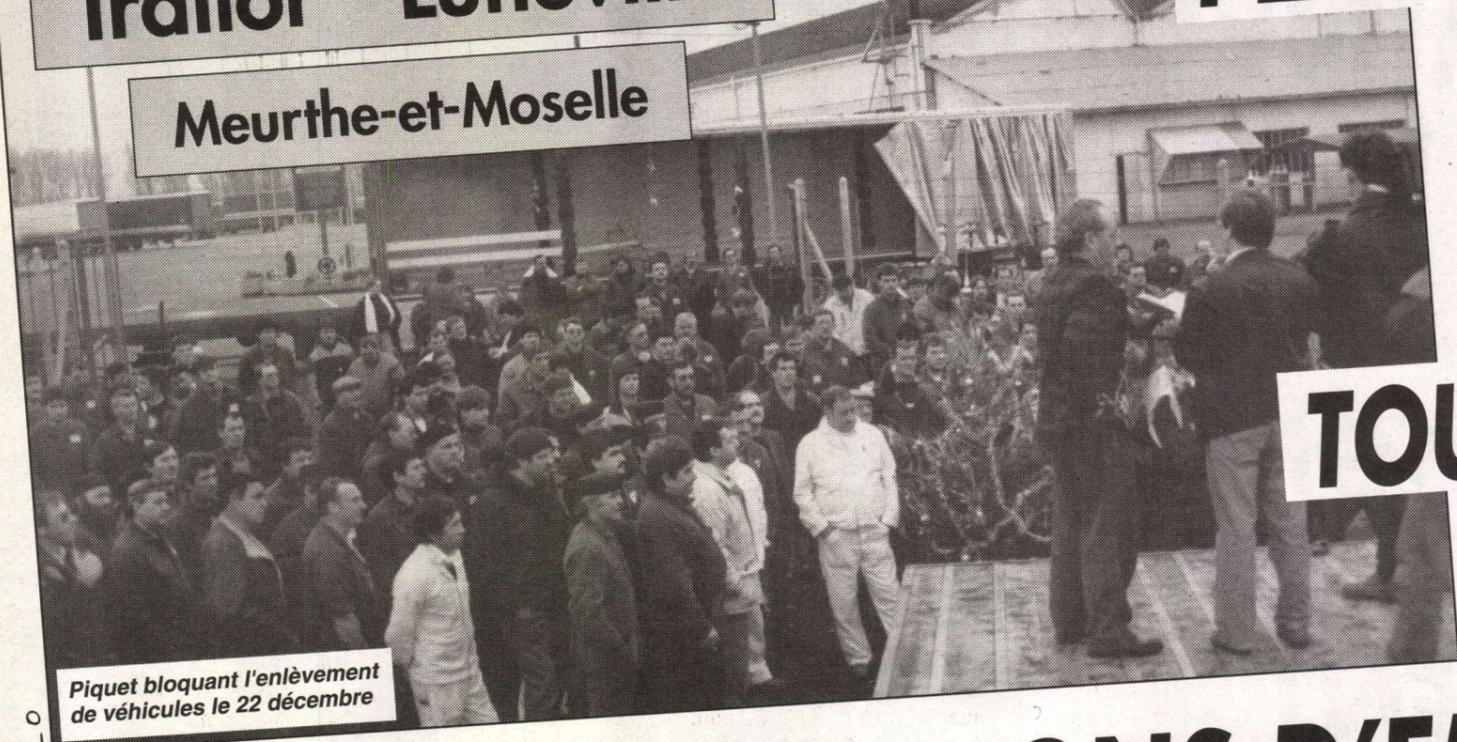
mêmes consultés sur l'avortement. Dans cette affaire le Premier ministre Suchocka aura honoré sa promesse faite à la droite chrétienne lors de la constitution du gouvernement, et Walesa aura paru faire preuve d'autorité par rapport au gouvernement en appuyant la droite chrétienne et l'Eglise dans leurs souhaits de mise en place de cette loi. Le scénario polonais, où Walesa cherche à montrer qu'il a autorité sur le gouvernement en appuyant les partis politiques les plus réactionnaires dans leur surenchère, a de nouveau fonctionné. Jusqu'à ce que, espérons-le, la population polonaise rende à ces gens-là la monnaie de leur pièce.

Nadine MALTER

Trailor - Lunéville

Meurthe-et-Moselle

PLAN SOCIAL
OU
PAS
TOUJOURS
211



Piquet bloquant l'enlèvement de véhicules le 22 décembre

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

■ C'est finalement le 26 décembre, deux jours après la fermeture de l'usine pour congés, que les travailleurs les plus déterminés ont levé le piquet qui bloquait le centre d'enlèvement des semi-remorques de l'usine Trailor à Lunéville. Ensuite, pendant toutes les vacances, les négociations avec les pouvoirs publics et la direction se sont poursuivies. Tout cela pour accoucher d'une quatrième version d'un plan "social"... qui comporte toujours 211 suppressions d'emplois.

Sur ce total il y a 53 départs en préretraite FNE à 55 ans, 34 mutations dans le groupe auquel appartient Trailor (la Société européenne de semi-remorques, SESR). Mais il reste 67 licenciements secs et 20 congés de conversion pour les plus de 50 ans, des stages de 4 à 6 mois qui ne sont que des licenciements différés ; en fait le seul vrai recul de la direction est qu'elle accepte de garder un sureffectif de 15 travailleurs.

Alors, au retour des congés, le sentiment chez les travailleurs les plus combatsifs était que le plan social ne changeait rien. C'est cette minorité combative qui amena la CGT à proposer un blocage total de l'usine le mercredi 6 janvier, jour où se tenait le CCE à Coignières

dans les Yvelines, qui est le siège social de Trailor.

Dès 4 h du matin il y avait du monde aux portes et aux équipes, personne ne voulut rentrer. Par contre à 7 h 30, quelques cadres et des chefs rameutaient en particulier les mensuels au nom de "la liberté du travail". Mais ils avaient l'air un peu ridicules, ne réussissant à faire signer contre le blocage de l'usine que 70 salariés le matin et une quarantaine l'après-midi. Dans une usine qui compte près de 800 travailleurs c'était plutôt mino-ritaire.

Sans surprise, le CCE a confirmé le plan de suppression d'emplois et les lettres de licenciements devraient partir avant la fin janvier.

La direction justifie ce plan par le retournement du marché de la semi-remorque. Et elle fait courir le bruit que Trailor serait "dans le rouge" et perdrait actuellement 10 millions de francs par mois.

Tout cela fait partie de la mise en scène. Bien sûr, Trailor présente aujourd'hui des comptes en déficit, cela lui permet de justifier les licenciements. Mais la direction a filialisé ces dernières années toutes les activités juteuses comme la location, dont les bénéfices n'apparaissent plus dans les comptes de Trailor.

Et puis la direction n'est pas venue partager quand

elle faisait de gros bénéfices : de 1988 à 1991 Trailor a fait 255 millions de profits bruts après impôts, soit 5,3 millions par mois en moyenne

pendant 4 ans.

Les profits accumulés doivent servir à payer les salaires de tous les travailleurs. Pas d'accord pour

que ce soit l'inverse, c'est-à-dire que les économies sur les salaires par les licenciements fassent les profits de demain.

Correspondant LO

Hôpital-sud Bordeaux

Comment la direction voudrait restreindre le personnel

Aux Jardins de l'hôpital-sud de Bordeaux, un "super-manager" vient de réunir pour la 2^e fois tous les jardiniers. Depuis plusieurs mois, ce cadre zélé s'attaque à eux dans le but de restreindre leur nombre en mutant plusieurs agents du service intérieur dans les services.

Pour ce "Monsieur", les jardiniers sont inoccupés et une bonne partie de la propriété de l'hôpital pourrait rester en friche sans problème.

Alors, lors de cette réunion nous avons eu droit au baratin, avec croquis au tableau à l'appui (au cas où on ne comprendrait pas...). Mais ce bla-bla est apparu pour ce qu'il est : un moyen de nous endormir et de nous faire participer nous-mêmes à la politique de restriction contre nous.

C'est ce qu'a dit ouvertement un camarade. Et à la fin de la réunion, lorsqu'il s'est agi de s'inscrire pour ces "cercles de qualité", plusieurs collègues ont trouvé le moyen de sortir du cercle, en se mettant aux abonnés absents.

Quant aux ateliers Électricité, considérant sans doute qu'il n'y a pas assez d'électriciens sur le plus gros hôpital du groupe sud, Haut Lévéque, où la charge de travail est en augmentation, certains chefs viennent d'avoir l'idée géniale de dégarnir l'autre hôpital, Xavier Arnoz, en n'y laissant qu'un électricien seul avec un CES à mi-temps.

Mais cet hôpital Xavier Arnoz compte de nombreux services, disséminés sur plusieurs hectares et c'est là, au pavillon chirurgical, que se font les greffes cardio-pulmonaires. Ces installations nécessitent une surveillance constante, et il y a déjà eu plusieurs incidents sérieux dans le passé. Qu'arrivera-t-il si une panne grave se produit durant une intervention, ou si notre

camarade se trouve seul, accidenté dans un poste de transformation ?

C'est pour dénoncer cette situation qu'il a expédié une lettre au président du Conseil d'administration - c'est-à-dire à Chaban - ainsi qu'à la direction et aux syndicats. Il voulait par là faire connaître les risques encourus et faire savoir publiquement qu'il ne sera pas le lampiste d'un possible accident dont personne, là-haut, ne se déclarerait ni coupable, ni responsable.

Comme réponse, notre camarade a été convoqué par le chef du personnel. Celui-ci, furieux, lui a reproché de ne pas respecter les bonnes manières en se "concertant autour d'une table". Son inquiétude, répétée plusieurs fois, était : "Qu'est-ce que je vais dire, moi, au président du Conseil d'administration ?"

L'élément amusant de l'affaire est que l'un des petits pontes en cause est le délégué CGT des ateliers, pro-socialiste, connu pour organiser des réunions du personnel pour planifier la pénurie. Devant la CE de la CGT, il n'a pu que bafouiller qu'il a fait cela car ce collègue est un "fainéant, qui passe son temps à dormir".

Fainéant, ce travailleur qui assure depuis des années la maintenance électrique sur l'hôpital Xavier Arnoz ? Les 150 signataires d'une récente pétition de soutien (pour le défendre déjà contre un contremaître) assuraient pourtant de sa compétence et de son dévouement.

Mais que penser de la conscience professionnelle d'un cadre qui laisserait un "fainéant" - d'après ses dires - responsable, seul, d'un hôpital à risque ?

En tout cas, voilà un délégué syndical qui nous soutient comme la corde soutient le pendu !

Correspondant LO

Renault
Flins

"EXCLUS" DE LA CFDT... POUR AVOIR

DÉFENDU LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES!

Seize militants CFDT de Renault-Flins, tous délégués – dont quelques-uns sont connus par ailleurs pour défendre les idées de Lutte Ouvrière – viennent d'être "exclus" par les dirigeants du syndicat.

Cette mesure, parfaitement arbitraire, n'a été prise, en fait, que par une poignée de responsables syndicaux. Ils ont réussi, par des artifices, à la faire entériner par un conseil du syndicat au niveau régional et ont catégoriquement refusé d'organiser une assemblée de la section syndicale de Renault-Flins.

Ce que la CFDT reproche à ces 16 militants, qui sont des délégués d'atelier, et parmi les plus actifs, c'est d'avoir osé critiquer publiquement, en réunion avec la direction et par tracts, les conditions d'application de

l'accord sur la création d'une 3^e équipe signé par tous les syndicats sauf la CGT.

Il y a trois ans en effet, la direction a décidé la création d'une 3^e équipe de production de nuit partielle. Son objectif était d'utiliser au maximum les installations pour produire près de 2 000 voitures par jour, soit 25 % de production en plus. Cela impliquait une modification des horaires des équipes de jour. La direction proposait donc des équipes de jour en continu, en rejetant le temps de repas en fin d'équipe : les travailleurs pourraient soit rentrer chez eux, soit déjeuner sur place. Elle promettait que cet accord serait accompagné de l'embauche de jeunes, 400 au maximum.

A l'heure actuelle, soit dit en passant, non seulement cette embauche n'est pas effective, mais Renault a annoncé un plan social supprimant plus de 2 000 emplois sur l'ensemble du groupe !

Mais en 1990, au nom de la défense de l'emploi, la CFDT, avec d'autres, signa. Puis, la direction ayant changé ses projets,

l'accord tomba dans l'oubli, du moins pour les travailleurs.

C'est seulement en septembre 1992 que la direction a décidé finalement de démarrer la 3^e équipe en mars 1993. Les choses sont donc devenues plus précises. Les travailleurs ont commencé à se rendre compte qu'ils n'auraient, en tout et pour tout, que 26 minutes de pause sur 7 h 12 de travail : pas le temps de casser la croûte ni même celui de se reposer vraiment ; une situation intenable quand on est sur chaîne ! La direction a parlé d'apporter un casse-croûte, puis une "collation" chaude. Les travailleurs se sont dits d'accord pour cette collation mais... à condition d'avoir vraiment le temps de la prendre, c'est-à-dire d'avoir un réel temps de repas en plus des pauses normales !

C'est pour s'être fait l'écho de cette revendication des travailleurs, impliquant évidemment une réduction du temps de travail, que les 16 militants ont été sanctionnés.

Quand la CFDT parle, elle ne veut par-

ler que d'une seule voix ; parole donnée au patron, parole tenue ! C'est ainsi que l'entendent les dirigeants de la CFDT. Et Daniel Richter, représentant de Renault-Flins à l'UPSM (Union parisienne des syndicats de la métallurgie CFDT), a d'ailleurs proposé, au récent congrès de cet organisme, l'accord de Flins comme un modèle : il y voit "la preuve que les équipes syndicales sont en capacité d'analyser les enjeux industriels, économiques et sociaux avec une vision syndicale". Si ce n'est pas du langage patronal, ça, alors qu'est-ce que c'est ?

En tout cas, les 16 n'acceptent pas leur exclusion et s'apprentent à réunir l'assemblée démocratique des syndiqués refusée par le syndicat. Ils n'ont pas non plus l'intention de cesser d'être les porte-parole de leurs camarades de travail, pour qui rien n'est réglé, qu'il s'agisse des temps de pause ou du temps de repas.

Correspondant LO

Peugeot
Sochaux

APRÈS L'ANNONCE DES LICENCIEMENTS

Avec le plan de suppressions d'emplois qu'il vient d'annoncer, Peugeot va cette fois-ci plus loin que les licenciements camouflés en plans dits "sociaux". Outre l'arsenal traditionnel, le patron met en effet sur pied d'une part la "prétraite progressive" (300 à l'usine de Mulhouse) et d'autre part une fumeuse "régulation interne" censée toucher 830 personnes. Enfin, à la différence des plans précédents, Peugeot annonce officiellement par écrit que, s'il n'y a pas assez de départs volontaires pour arriver aux 1 600 suppressions d'emplois prévues à Sochaux, "l'entreprise sera amenée à procéder à

des licenciements en cette fin d'année 1993".

Sont dans le collimateur les ouvriers, mais aussi les employés, techniciens ou agents de maîtrise (ETAM). Voici détaillés les critères retenus pour dresser la liste :

1 – Valeur professionnelle (respect des charges de travail – assiduité – polyvalence, etc.).

2 – Charges de famille.

3 – En cas d'égalité pour ces deux premiers critères, on licenciera d'abord les moins anciens.

Les plus de 50 ans conserveraient leur emploi ou seraient reclassés.

Depuis l'annonce de ces menaces, c'est l'inquiétude qui domine : contrairement aux "plans" précédents, qui ne concernaient essentiellement que les départs prévus et même espérés en FNE, cette fois-ci, les ouvriers sentent qu'il s'agit d'un cran au-dessus.

Les peugeotistes, d'ailleurs, parmi le personnel comme parmi l'encadrement, ceux qui d'habitude suivent toujours le patron et qui hier encore reprenaient les discours sur la compétitivité face aux Japonais, tous ceux-là aujourd'hui ont baissé d'un ton.

En attendant, les licenciements de malades continuent. En 1992, il y en a eu

des dizaines à Sochaux, comme cette ouvrière qui a reçu sa feuille de licenciement... le 24 décembre !

Début janvier, dans l'atelier des Presses, une dizaine d'ouvriers sont allés protester auprès du chef d'atelier contre le licenciement d'un des leurs. En Mécanique, les ouvriers d'une chaîne étaient prêts à débrayer à l'annonce de la menace de licenciement d'une ouvrière, et la direction a dû faire marche arrière.

Peugeot pense pouvoir maintenir ses profits en faisant payer la note à ses salariés, et indirectement à l'Etat. Mais rien ne dit qu'il arrivera à ses fins.

Correspondant LO

Kléber Industrie - Nevers

Licenciements, chômage partiel, baisse des salaires

LA DIRECTION COMMENCE L'ANNÉE EN FANFARE

La direction générale de Kléber a annoncé 365 licenciements sur le groupe : 125 à l'usine de Palport (Clermont-Ferrand), 70 au Siège à Versailles et 170 à l'usine de Decize dans la Nièvre.

Mais en réalité, c'est beaucoup plus, car il faut ajouter tous les camarades embauchés en contrats qui ont été licenciés (80 à Nevers, une centaine à Decize et à Palport). Cela fait en tout près de 600 licenciements.

La direction justifie ces licenciements par une "situation financière désastreuse". Comme beaucoup d'entreprises, Kléber a décidé de se séparer de toutes les productions jugées pas assez rentables. "Rentabilité", "production" et "chasse à l'absentéisme", la direction n'a que ces mots à la bouche. Pourtant Michelin (qui est l'actionnaire majoritaire à 95%) se porte bien. En 1992, l'action Michelin a augmenté de 47% et, pour le premier semestre 1992, les bénéfices ont été de 800 millions de francs.

A Nevers, l'atelier Radias (360 personnes) va chômer les 15, 22 et 29 janvier. Pour le

mois de février, le même atelier plus celui du Caoutchouc Métal (145 personnes) vont sans doute chômer les 5, 12, 19 et 26.

Suivant les coefficients et l'ancienneté, on perd de 250 à 500 F pour les trois jours du mois de janvier.

La direction justifie ces jours de chômage par une baisse des ventes des durits et des silent-blocks. Les commandes baisseraient chez Renault et Peugeot. Cela ne nous convainc guère, surtout quand on sait que Renault n'a jamais autant vendu de voitures qu'au mois de décembre dernier.

Certains pensent que c'est "politique", que les patrons veulent "mettre le bazar" pour reprendre le pouvoir aux élections en mars. Mais le pouvoir, les patrons ne l'ont jamais perdu et Bérégovoy vient d'en donner une nouvelle preuve en leur faisant un cadeau de dix milliards sur la TVA.

Avec le chômage partiel, le patron est paraît-il ennuyé que l'on perde de l'argent. Alors, il veut nous prendre des jours de congé pour les mettre sur les jours chômés. Mais personne n'accepte évidemment que l'on touche ainsi aux congés payés. Les chefs d'atelier et contremaîtres viennent nous voir pour essayer de nous convaincre de prendre des congés. Un chef d'atelier a dit à un camarade : "Si vous préférez être payés en chômage,

c'est que vous avez trop de sous". Nous demander encore plus de sacrifices, cela ne le gêne pas : il est payé intégralement pendant le chômage partiel (son salaire est annualisé) !

Ces salaires, la direction veut les attaquer par un autre bout. Depuis longtemps, elle veut intégrer dans le salaire une partie de la prime d'ancienneté, la prime de Pâques et de vacances. Ces primes (un mois de salaire) arrivent à des moments de l'année où nous avons des factures importantes à payer. En réalité, la direction veut par cette intégration gonfler le montant nominal des salaires, pour ensuite moins nous augmenter. C'est ce qui s'est produit dans la filière pneus de Kléber où, à coefficient égal, les salaires ne font que 270 F de plus par mois que les nôtres avec les primes de Pâques et de vacances intégrées dans le salaire. Pour nous, le total de ces deux primes sur l'année, c'est environ 6 000 F, alors qu'eux n'ont que 2 770 F de plus en salaires pour l'année. Beaucoup d'entre nous ressentent donc que, par ce biais, la direction cherche le moyen d'attaquer nos salaires.

A l'appel de la CGT et de FO, un débrayage de deux heures a eu lieu le lundi 11 janvier dans les trois usines du groupe et, à Nevers, il a été bien suivi. On verra donc peut-être, dans les jours qui viennent, la profondeur du mécontentement.

Correspondant LO

Crédit Lyonnais

LICENCIEMENTS OU PAS ? (rectificatif)

Dans Lutte Ouvrière du 1^{er} janvier dernier, sous le titre "Des patrons "contre" le chômage", nous avons cité le fait que "Haberer, le PDG du Crédit Lyonnais, (parlait) de 7 000 licenciements dans les trois prochaines années".

Cette affirmation, faite sur la foi d'informations parues dans la presse, est heureusement infondée, du moins pour l'instant, comme l'indique la rectification suivante de notre "Correspondant LO" du Crédit Lyonnais. Dont acte... et nos excuses pour cette erreur.

Les lecteurs de LO au Crédit Lyonnais ont été assez surpris de l'information sur les "7 000 licenciements" qui seraient annoncés dans l'entreprise.

En effet, s'il est certain que les effectifs du Crédit Lyonnais France diminuent chaque année, depuis 18 ans de 1% l'an, passant de 47 102 en 1975 à 39 973 en 1991, cela s'est fait jusqu'à présent par départs volontaires accompagnés d'aides financières au départ, et par le non-remplacement du personnel partant en retraite ou démissionnaire.

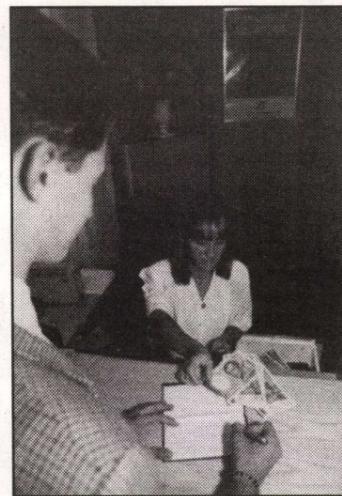
Cette volonté continue à être affichée par la direction générale du Crédit Lyonnais et par son président, Haberer. Mais, à la date où nous écrivons, aucun plan de licenciements, aucun plan social n'a été annoncé.

Bien sûr, cela ne doit pas suffire à nous rassurer. Les plans de réduction des effectifs de 500 à 700 départs volontaires par an à la BNP durant trois ans et de 728 postes en moins en 1993 à la Société Générale (dont le personnel devait faire grève pour la 3^e fois le mardi 12 janvier pour 24 heures), laissent craindre que la direction du Crédit Lyonnais n'envisage des licenciements, puisqu'elle souhaite une baisse des effectifs de 500 à 700 personnes par an jusqu'à 1995.

Si cela devait être le cas, il nous faudrait convaincre l'ensemble du personnel du Crédit Lyonnais de s'y opposer par la lutte.

Correspondant LO

Pour les banquiers, l'objectif c'est de "faire travailler" toujours plus de capitaux avec moins de personnel.



Bassignac / Gamma

Centre Commercial Carrefour (Villiers-en-Bière - 77)

LES NETTOYEURS NE SONT PAS DES PIONS !

Le centre commercial Carrefour de Villiers-en-Bière, près de Melun (77) emploie une quarantaine de nettoyeurs de la société Sogenet (filiale d'Onet). Au 1^{er} janvier, suite à un appel d'offres, une partie du chantier, la galerie marchande, employant 13 nettoyeurs était reprise par Nova Service (du GIE Abilis). Mais Abilis, au lieu de reprendre le personnel comme le prévoit d'ailleurs la convention collective du nettoyage, les laissait sur le carreau et venait avec son personnel.

Le samedi 2 janvier, la direction de la galerie marchande de Carre-

four faisait même interdire par le service de sécurité l'entrée à la galerie du personnel ainsi "remercié"; et pendant qu'il était bloqué, faisait pénétrer le personnel Abilis par une autre porte.

Les 13 nettoyeurs n'ont pas accepté ce coup de force. Tous les jours ils étaient présents sur le chantier, parlaient de faire une action de blocage, des communiqués de presse et tracts ont été rédigés avec la CFDT locale pour s'adresser à la population cliente de Carrefour. La presse locale a commencé à se faire l'écho de cette situation.

Les raisons invoquées par Abilis

étaient d'obscurs motifs de conflit commercial qui les oppose à Onet. Les nettoyeurs, eux, ne voulaient pas être les victimes de la concurrence que se livrent les deux leaders du nettoyage en France, sur fond de restructurations économiques qui se traduisent par des licenciements en cascade. Il a fallu cette détermination du personnel pour que la direction de la galerie marchande de Carrefour change d'attitude et se mette d'accord avec Abilis pour que tout le personnel soit repris. Chose faite le lundi 11 janvier. Pas plus que quiconque, les nettoyeurs n'apprécient qu'on veuille les balayer !

LA CRISE

de Coline Serreau



Après *Trois hommes et un couffin*, *On s'est trompé d'histoire d'amour* et quelques autres, *La Crise* est le dernier-né des films de Coline Serreau. Lui aussi se présente comme la chronique d'une certaine vie quotidienne, avec ce qu'il faut d'impromptu, d'incongru et de surprenant pour, soudain, casser la routine.

Ici, l'événement qui survient comme ça, sans crier gare, c'est le départ de la femme d'un certain Victor. Un beau matin, les enfants le réveillent avec un : "Papa, t'as vu le mot de maman sur la table de la cuisine ?" Et voilà l'univers bien réglé de Victor, petit cadre ordinaire, qui vacille sur ses bases, avant de basculer carrément lorsqu'il apprend, un peu plus tard, qu'il est mis à la porte de son travail...

Tel est le point de départ de ce film sympathique, qui fait se croiser toute une série de personnages, vivant chacun "sa" crise, depuis un RMiste collant, mais bon enfant, jusqu'à un député socialiste contesté par ses rejets écolos. C'est souvent très drôle et plein d'humour, ce qui aide à faire passer quelques petites longueurs. La façon dont Coline Serreau dépeint et critique le chômage, le racisme banalisé, certains traits de la vie en couple, l'individualisme et les inégalités, en faisant rire les spectateurs, est très réussie.

L.P.

LA MORT À VERACRUZ

de Héctor Aguilar Camín

Publié dans une collection littéraire, ce roman pourrait tout aussi bien figurer dans une série de romans policiers.

A défaut de détective privé, le principal protagoniste est un journaliste politique plutôt en vue, et même de plus en plus en vue, au fur et à mesure que l'intrigue se développe, puisqu'il finit par faire partie de la poignée de journalistes accrédités à voyager dans l'avion du président du Mexique.

Le journaliste en question retrouve une vieille connaissance de ses années d'études, Rojano, politicien de second ordre lié au Parti Révolutionnaire Institutionnel. On sait que ce parti bourgeois, héritier de la révolution mexicaine commencée en 1910, n'a plus rien de révolutionnaire depuis longtemps, mais est tout institutionnel, et exerce un pouvoir quasi absolu sur la vie politique mexicaine depuis sa création, aux lendemains de la Deuxième Guerre mondiale. Sa particularité est d'avoir su associer au pouvoir, de façon presque aussi absolue, la plupart des organisations populaires existant au Mexique, en commençant par les syndicats ouvriers, intégrés notamment à la gestion économique et sociale des entreprises.

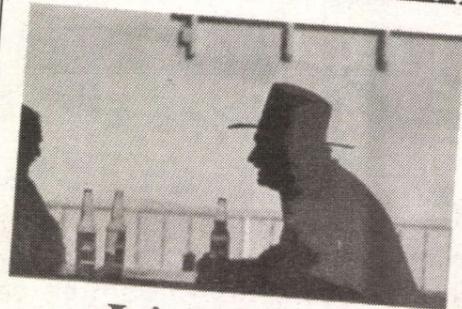
Toujours est-il que Rojano vise la mairie d'une ville de l'Etat de Veracruz, et pour cela doit trouver un arrangement avec l'un des caciques locaux, en l'occurrence Pizarro, le secrétaire régional du syndicat des travailleurs du pétrole, qui

règne sur son territoire comme une sorte de dirigeant féodal. Les pages les plus fortes de ce livre sont certainement celles consacrées à le dépeindre au quotidien, donnant de véritables consultations à la population dont il entend régler tous les problèmes, mariage, embauche, etc.

Et Rojano entend que son ami journaliste lui serve d'intermédiaire dans ses tractations avec Pizarro. L'arrangement semble finalement trouvé et Rojano décroche la mairie de ses rêves. Mais les intérêts personnels de Rojano, qui entend accaparer un maximum de terres pour son propre compte, se heurtent aux intérêts du bureaucrate syndical qui, lui, entend mettre en oeuvre des fermes agricoles. Finalement, Rojano est assassiné.

A partir de ce moment, le lecteur se trouve plongé dans des intrigues dont il n'est pas facile de démêler les fils. Qui est responsable du mort de Veracruz, de celui-là comme de quelques autres qui l'ont précédé ? Pour la femme de Rojano, c'est Pizarro. Pour Pizarro, c'est Rojano lui-même. Pour le gouvernement, c'est peut-être la femme de Rojano. Quant au

Héctor Aguilar Camín



LA MORT A VERACRUZ

roman
Seuil

rôle du journaliste, est-il si clair que cela ? Après tout, ne compte-t-il pas, parmi ses contacts, un membre du ministère de l'Intérieur, avec lequel ses relations sont au moins ambiguës...

L'intérêt de ce roman est évidemment d'évoquer, même si c'est quelquefois trop allusif, la vie politique du Mexique depuis le début des années 1960, avec le massacre de la place des Trois-Cultures à Mexico, où l'armée tua en août 1968 des centaines de manifestants étudiants, au moment même où s'ouvraient les Jeux Olympiques, jusqu'au "miracle pétrolier" avorté des années 1980.

Cela dit, aucun des protagonistes de ce roman n'est vraiment sympathique, à part peut-être quelques personnages secondaires. Car, même si le journaliste ne craint pas à l'occasion de taquiner la raison d'Etat, il tient surtout à préserver sa propre tranquillité et sa carrière. Un personnage certes bien contemporain, mais plutôt pitoyable.

Jacques FONTENOY

La Mort à Veracruz de Hector Aguilar Camín - Ed. du Seuil - 321 p. - 120 F.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Cha-troussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLEMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

LES INTÉGRISTES HINDOUS POURSUIVENT LEUR OFFENSIVE

La vague d'affrontements qui avait débuté en Inde le 7 décembre, après la destruction symbolique d'une mosquée désaffectée à Ayodhya par des manifestants intégristes hindous, n'a toujours pas pris fin.

Les quelque 1500 morts et 40 000 blessés qu'ont faits officiellement ces affrontements au cours des trois dernières semaines de décembre n'ont pas suffi. Les dirigeants intégristes hindous continuent à lancer leurs troupes au combat, concentrant cette fois leurs efforts sur les plus grandes villes du pays.

Des centaines de morts dans les bidonvilles...

A Bombay, où les affrontements ont fait 175 morts de plus au cours de la première semaine de janvier, les nervis du Shiv Sena, une organisation intégriste locale, semblent avoir entrepris une tournée systématique de tous les bidonvilles de la périphérie de la ville, qu'ils détruisent par le feu. Pêle-mêle ils s'en prennent à des manoeuvres venus des campagnes voisines, comme à ces chômeurs migrants qui constituent une partie importante de la population des grandes villes - musulmans de l'Uttar Pradesh ou du Bengale aussi bien qu'hindous venus de l'Etat voisin d'Andra Pradesh. Au passage, des locaux de plusieurs organisations communistes ont été mis à sac et incendiés, ainsi bien sûr que des lieux de culte musulmans.

Les militants de gauche de Bombay accusent les nervis du Shiv Sena d'être de mèche avec les entrepreneurs immobiliers, qui réclament à grands cris la destruction de ces bidonvilles afin de pouvoir se lancer dans des travaux de rénovation urbaine - parce que dans ce domaine, en plus des profits immobiliers, on peut aussi bénéficier des subsides de l'Etat. Et ce n'est pas impossible, quand on sait que les groupes de choc de Shiv Sena assurent souvent la protection des patrons du bâtiment aussi bien contre les racketteurs du milieu que contre les tentatives des syndicats d'organiser les chantiers.

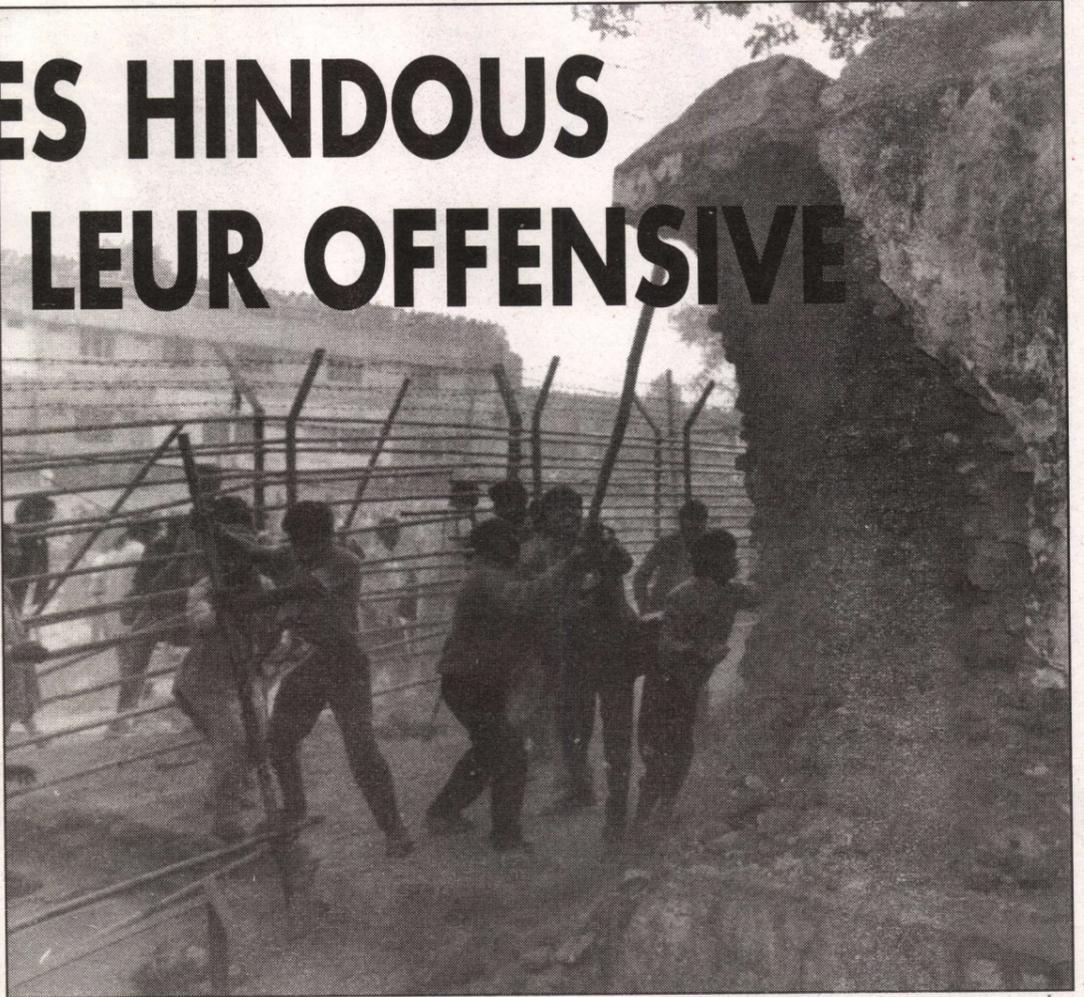
Mais l'avidité des alliés patronaux du Shiv Sena n'ex-

plique pas tout. Car c'est le même scénario qui est en train de se dérouler dans bon nombre d'autres grandes villes, de Bangalore et Hyderabad au sud, à Calcutta à l'est et à Kanpur au nord. Partout les attaques visent la fraction la plus pauvre de la population, musulmane parfois mais pas toujours, avec le but évident de semer la terreur dans ses rangs.

Aujourd'hui, à Bombay et à Hyderabad par exemple, on commence à assister à un exode des "badli", ces ouvriers au statut précaire qui n'ont de travail (et de paie) qu'en fonction des besoins momentanés de l'usine qui les emploie. Ils partent soit parce qu'ils n'ont plus de toit pour se loger, soit parce qu'ils préfèrent aller retrouver des parents à la campagne plutôt que courir le risque de laisser leur peau à la ville, mais de toute façon parce qu'ils sont terrorisés.

...Tandis que les politiciens élaborent leurs combines

L'arrestation, dont ont fait état les autorités, de 5000 membres des deux principales organisations activistes de l'intégrisme hindou, le RSS et le VHP, toutes deux interdites depuis l'affaire d'Ayodhya, n'a donc de toute évidence rien fait pour freiner l'activité de celles-ci. En fait les principaux dirigeants de l'intégrisme hindou ne cachent plus aujourd'hui leur objectif. Ils ont troqué les revendications religieuses concernant la mosquée d'Ayodhya pour celles, plus séculières, de la démission du gouvernement du Parti du Congrès, dirigé par



Lors de la destruction de la mosquée d'Ayodhya

Narasimhan Rao, et de l'organisation rapide de nouvelles élections.

Les dirigeants intégristes espèrent sans doute que le BJP, le parti parlementaire du mouvement intégriste hindou, poursuivra l'ascension électorale fulgurante qui, en 1990-91, l'a porté au pouvoir dans trois des Etats importants de l'Inde et en a fait le principal concurrent du Parti du Congrès au Parlement de l'Union. Mais ils savent qu'ils ont peu de chances de pouvoir gouverner seuls contre les autres partis, en tout cas pas dans le cadre des institutions actuelles, faute d'une influence suffisante dans le sud du pays et surtout à cause du mode de scrutin (suffrage majoritaire à un tour qui favorise le Parti du Congrès) et ils en sont à se chercher des alliés.

En face, les autres partis supputent leurs chances de pouvoir profiter de l'occasion pour accéder au gouvernement, et échafaudent toutes sortes de combinaisons. A commencer par le Parti du Congrès lui-même qui, bien sûr, préférerait que les choses en restent là pour l'instant.

Le Front National, une coalition centriste et régionaliste constituée autour du Janata Dal (Parti Populaire) de V.P. Singh se remémore les années 1989-90 où il dirigea un gouvernement minoritaire avec le soutien du BJP et du Front de Gauche (animé par divers partis socialistes et communistes). Et V.P. Singh discute d'une possible alian-

ce électorale avec le BJP pour en finir avec le règne du Parti du Congrès, arguant pour faire bonne mesure de la présence d'hommes "nouveaux" dans les rangs intégristes.

A côté, le Front de la Gauche, l'ancien allié du Front National contre le Parti du Congrès, négocie un virage à 180 degrés en se déclarant pour la constitution d'un front anti-BJP allant de l'extrême-gauche au Parti du Congrès, c'est-à-dire en fin de compte proposant de s'en remettre au parti dont le règne presque sans partage pendant plus de quarante ans a conduit à la montée actuelle de l'intégrisme hindou.

Dans tous ces échafaudages politiques, les victimes des émeutes ne pèsent pas lourd dans les préoccupations des uns ou des autres, pas plus que la rigueur croissante de la situation économique que subit la population pauvre. Et les dirigeants intégristes, même s'ils partagent en réalité les mêmes préoccupations, semblent parvenir à faire illusion par la démagogie et le pseudo-radicalisme réactionnaires qu'ils déploient dans la rue. Reste à savoir si cela suffira à les porter au pouvoir.

François ROULEAU

